

# Département de Loire Atlantique

Maître d'ouvrage

**Communauté de communes Sud Estuaire**  
**6, Bd Dumesnildot**  
**BP 3014**  
**44560 PAIMBOEUF**



Modification du zonage d'assainissement des eaux usées  
de la commune de Saint Père en Retz

**RAPPORT DE PRESENTATION**

**MAI 2018**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE.....</b>	<b>8</b>
2.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE .....	8
2.2	MILIEU NATUREL .....	8
2.2.1	Topographie et bassins versants .....	8
2.2.2	Géologie.....	10
2.2.3	Exploitation et alimentation en eau potable .....	10
2.2.4	Contraintes d'environnement.....	11
2.2.5	Cartographie des zones inondables et des zones humides.....	12
2.3	MILIEU RECEPTEUR.....	13
2.3.1	Rappel réglementaire : La DCE .....	13
2.3.2	SDAGE Loire Bretagne.....	14
2.3.3	Le SAGE Estuaire de la Loire .....	19
2.3.4	Le SAGE Baie de Bourgneuf – Marais Breton.....	21
2.3.5	Qualité des eaux superficielles .....	23
2.4	RAPPEL DE LA PRECEDENTE ETUDE DE ZONAGE .....	24
<b>3</b>	<b>SITUATION ACTUELLE .....</b>	<b>25</b>
3.1	Démographie et urbanisation .....	25
3.1.1	Population – habitat .....	25
3.1.2	Urbanisation .....	28
<b>4</b>	<b>SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>	<b>30</b>
4.1	Station du Pont Neuf commune de Saint Père en Retz .....	30
4.2	Caractéristiques du réseau.....	33
4.3	Etude diagnostique de réseau .....	33
4.4	Incidence de l'urbanisation envisagée dans le projet de PLU sur l'ouvrage de traitement.....	35
4.5	Redevances en vigueur .....	35

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 1

<b>5</b>	<b>SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>36</b>
<b>6</b>	<b>MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....</b>	<b>38</b>
6.1	SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE.....	38
6.2	DETERMINATION DU ZONAGE .....	38
<b>7</b>	<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>39</b>
7.1	Les usagers relevant de l'assainissement collectif .....	40
7.2	Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif .....	41
<b>8</b>	<b>ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>43</b>
8.1	PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	43
8.1.1	Règles d'implantation des dispositifs de traitement .....	43
8.1.2	Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs .....	43
8.2	TRAITEMENT PRIMAIRE .....	44
8.3	TRAITEMENT SECONDAIRE.....	45
<b>9</b>	<b>ANNEXE 2 : EXTRAITS DE L'ATLAS DES ZONES INONDABLES DES FLEUVES COTIERS .....</b>	<b>46</b>
<b>10</b>	<b>ANNEXE 3 : ARRETE PREFECTORAL DE DECLARATION DE LA STATION D'EPURATION .....</b>	<b>47</b>
<b>11</b>	<b>ANNEXE 4 : DEBIT DE REFERENCES 2018 COURRIER DDTM.</b>	<b>48</b>

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 2

## SOMMAIRE DE TABLEAUX

Tableau 1 : Hiérarchisation des enjeux et objectifs du SAGE Estuaire de la Loire .....	20
Tableau 2 : Etat écologique 2013 SDAGE Loire Bretagne .....	24
Tableau 3 : Objectifs définis SDAGE Loire Bretagne.....	24
Tableau 4 : Recensement INSEE 2013 .....	25
Tableau 5 : Evolution de la population 1975/2013 Source : INSEE.....	25
Tableau 6 : Evolution de la population 1975/2013 Source : INSEE.....	26
Tableau 7 : Composition et évolution du parc des logements Source : INSEE.....	26
Tableau 8 : Composition et évolution du parc des logements Source : INSEE.....	27

## SOMMAIRE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation des cours d'eau .....	9
Figure 2 : Carte de délimitation des zones humides sur la commune .....	12
Figure 3 : Réseau hydrographique et bassins versant du SAGE Estuaire de la Loire .....	19
Figure 4 : Délimitation du périmètre du SAGE Baie de Bourgneuf Marais Breton .....	21
Figure 5 : Carte d'état écologique des cours sur la zone d'étude Source : Agence de l'Eau Loire Bretagne.....	23

## SOMMAIRE DES PLANS

Plan 1 : Plan de présentation du projet de PLU .....	28
Plan 2 : Plan ossature du réseau Bourg .....	33
Plan 3 : Plan de présentation du projet de zonage d'assainissement des eaux usées .....	38

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 3



---

# 1 INTRODUCTION

---

La Communauté de Communes Sud Estuaire souhaite réviser l'étude de zonage d'assainissement de la commune de Saint Père en Retz.

Une première étude de zonage a été réalisée en 2003 et a été révisée deux fois en 2007 et en 2010. Un plan de zonage d'assainissement avait été établi permettant de définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et ceux restant en assainissement non collectif.

Ce document de délimitation des zones d'assainissement collectif est évolutif au même titre que les documents d'urbanisme. La collectivité procède à l'actualisation de ses documents d'urbanisme par la révision d'un Plan Local d'Urbanisme, il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement compte tenu de la délimitation des nouvelles zones urbanisables.

En fonction des orientations du Plan Local d'urbanisme, la Communauté de Communes Sud Estuaire arrêtera par la prise d'une délibération, la délimitation du périmètre du zonage collectif. Ce plan accompagné d'une notice sera validé par une enquête publique.

Cette validation permettra à ces documents et en particulier au plan de zonage d'être opposable aux tiers.

Ce nouveau dossier se compose de quatre chapitres :

- les données caractéristiques de la commune,
- un rappel de l'ancienne étude de zonage,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- Une synthèse avec un projet de plan de zonage d'assainissement des eaux usées.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 4

## CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L 2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T).

### Article L. 2224-10 du C.G.C.T.

**Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :**

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;**

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 5

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> Juin 2012.

D'autre part, la législation et la réglementation afférentes à la procédure et au déroulement des enquêtes publiques relevant du code de l'environnement ont fait l'objet de modifications récentes et substantielles (ordonnance 2016.1060 du 3 août 2016 et décret 2017.626 du 25 avril 2017) ayant trait notamment à la dématérialisation de ces enquêtes.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet. En plus des possibilités antérieures de consultation du dossier d'enquête et compte tenu de l'évolution de la réglementation, il est nécessaire désormais de permettre au public de consulter, à distance, l'intégralité de ce document, en version numérique, pendant toute la durée de l'enquête. De la même manière, à partir d'un poste informatique, le public doit pouvoir communiquer ses observations ou propositions par

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 6

courriel, prendre connaissance des courriels déjà reçus ainsi que des mentions portées au registre « papier », voire des courriers adressés au commissaire enquêteur (à agraffer dans le registre papier et à scanner pour joindre au registre dématérialisé).

- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête
- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 7

---

## 2 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

---

### 2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Saint Père en Retz est située à 40 kilomètres à l'ouest de Nantes et à 26 kilomètres au sud/est de Saint Nazaire. Située dans la partie ouest du département de Loire Atlantique, la commune de Saint Père en Retz fait partie de la Communauté de Communes Sud-Estuaire qui regroupe cinq autres communes.

Le territoire communal d'une superficie de 6272 ha, est bordé par 8 communes.

### 2.2 MILIEU NATUREL

#### 2.2.1 Topographie et bassins versants

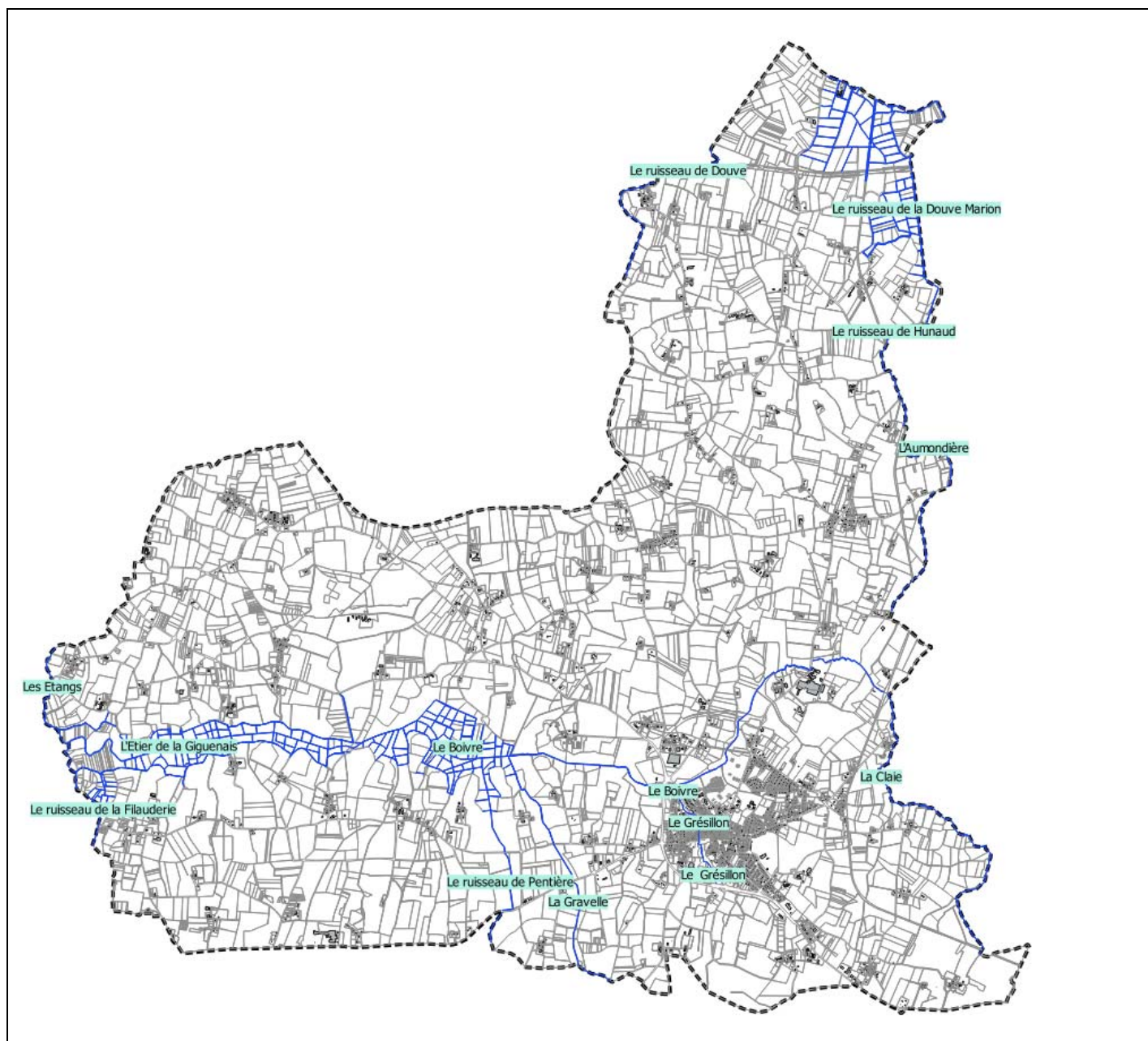
Le relief est peu marqué, L'altitude varie de 2 mètres au niveau des marais, à 59 mètres aux environs des lieux-dits « Le Chatelier » et « La Pacauderie » (au sud de l'agglomération).

Du point de vue hydrographique, trois bassins versants principaux sont identifiés :

- Le ruisseau de Douve intitulé ruisseau des Courillons sur les cartes IGN au Nord-Ouest de la commune,
- Le ruisseau de l'Aumondière au Nord-Est de la commune,
- La Boivre et ses affluents traversant le territoire communal d'Est en Ouest.

Une carte page suivante permet de localiser ces cours d'eau.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 8



**Figure 1 : Carte de localisation des cours d'eau**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 9

### 2.2.2 Géologie

Le substratum géologique de la commune est constitué du nord vers le sud de :

- Roches éruptives : granite d'anatexie de Saint-Père-en-Retz,
- Terrains métamorphiques : gneiss leptynitiques à sillimanite,
- Terrains métamorphiques : micaschistes et gneiss à sillimanite du Rocher Flamant et de Saint-Père-en-Retz au niveau de l'agglomération et au sud de la commune.

Ce substratum rocheux est recouvert de formations superficielles constituées de sables et de limons éoliens.

Les zones de marais sont constitués de terrains sédimentaires : alluvions marine et alluvions fluvio-marines de l'estuaire de la Loire : vase et sable (dans la zone des marées)

Ces informations proviennent du site internet Info Terre du BRGM et de la carte géologique au 1/50 000 ° N° 480 Paimboeuf.

### 2.2.3 Exploitation et alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage assurant l'alimentation en eau potable sur la commune.

L'alimentation en eau potable est assurée par la structure Atlantic'eau qui dessert 173 communes pour 238 130 abonnés répartis en douze secteurs de distribution. Atlantic'eau dispose de 109 réservoirs pour une capacité de stockage de 130 000 m<sup>3</sup> et de 10 512 km de canalisations. Saint Père en Retz est rattaché au secteur Sud Estuaire qui regroupe 5 communes. L'eau provient de l'usine de Basse Goulaine avec un pompage en Loire. Le volume consommé (source RAD 2017) sur ce secteur est de 1 695 585 m<sup>3</sup> pour 17245 abonnés dont 1859 (source RAD 2017) pour Saint Père en Retz. La consommation moyenne par habitant était en 2016 de 116l/j/hab.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 10

#### 2.2.4 Contraintes d'environnement

Le site internet de la DREAL Bretagne a recensé les mesures de protection et d'inventaires sur cette commune :

Espaces naturels protégés :

- Secteur SCAP (Stratégie de Création des Aires Protégées) : Estuaire de la Loire SCAP128 référence SCAP048,

Inventaire :

- ZICO : Estuaire de la Loire référence PL03,
- ZNIEFF de type 1 : Zone tourbeuse au sud de la Polonaise référence 00001158,
- ZNIEFF de type 2 :
  - Vallée de la Loire à l'aval de Nantes référence 10010000,
  - Marais de la Guiguenais référence 10860000,
- Patrimoine géologique : Le coteau de Saint Père en Retz référence IPG44-FA079,

NATURA 2000 :

- Zones de Protection Spéciale : Estuaire de la Loire référence FR5210103,
- Zones Spéciales de Conservation : Estuaire de la Loire référence FR5200621,

Zones Humides :

- Zones humides d'Importance Majeure : FR511003 Estuaire de la Loire.

La commune est intégrée au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de :

- SAGE04001 Estuaire de la Loire,
- SAGE04022 Baie de Bourgneuf et Marais Breton.

Deux documents de planification concernent cette commune :

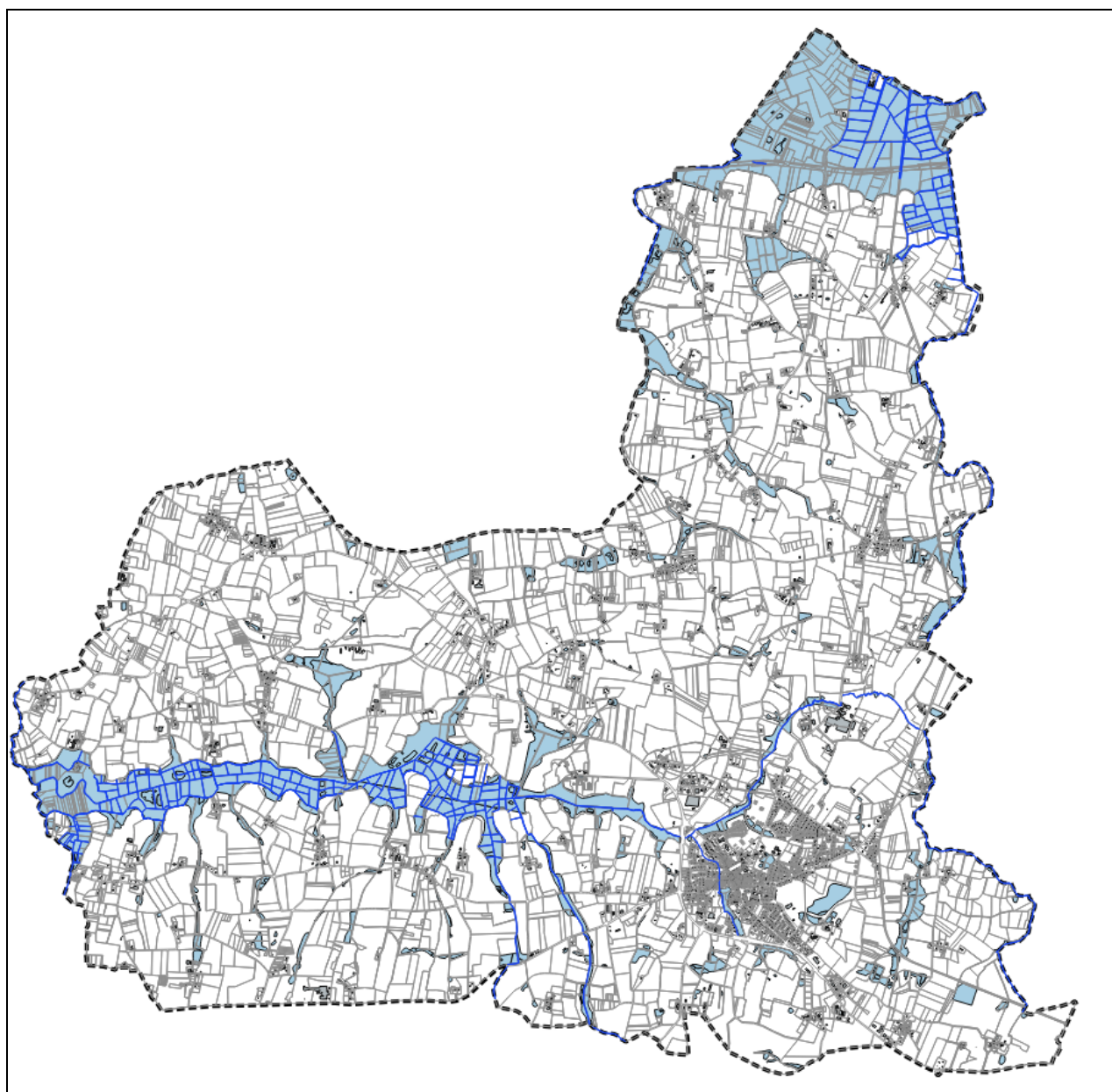
- Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Retz,
- Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Loire.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 11



### 2.2.5 Cartographie des zones inondables et des zones humides

La commune de Saint Père en Retz est concernée par l'atlas des Zones Inondables des fleuves côtiers établi en mai 2009. Les extraits cartographiques concernant la commune de Saint Père en Retz sont présentés en annexe 2 de ce rapport. Le nord et l'ouest de la commune sont constitués de marais. L'inventaire des zones humides (polygone de couleur bleu claire) a été réalisé et est reporté sur la carte ci-dessous.



**Figure 2 : Carte de délimitation des zones humides sur la commune**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 12

## 2.3 **MILIEU RECEPTEUR**

### 2.3.1 Rappel réglementaire : La DCE

La **D**irective **C**adre sur l'**E**au du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable.

La DCE fixe des objectifs pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. L'objectif général est d'atteindre d'ici à 2015 le bon état des différents milieux sur tout le territoire européen.

Les grands principes de la DCE sont :

- une gestion par bassin versant ;
- la fixation d'objectifs par « masse d'eau » ;
- une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances ;
- une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des coûts environnementaux ;
- une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau.

▸

La Directive Cadre sur l'Eau identifie les différentes catégories de masses d'eau (ME) et fixe des délais pour l'atteinte du bon état. L'identification des différentes masses d'eau ainsi que l'échéance à laquelle le bon état doit être atteint sont fixées dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 13

Techniquement, le bon état des eaux est atteint quand :

- Pour les eaux de surface (cours d'eau, plan d'eau, estuaire et eau côtière), l'état écologique et l'état chimique sont bons,
- Pour les eaux souterraines, l'état quantitatif et l'état chimique sont bons.

Le bon état écologique correspond au bon fonctionnement des écosystèmes du milieu aquatique. La qualité écologique se base sur l'étude de différents paramètres :

- Les paramètres biologiques (algues, invertébrés, poissons, ...),
- Les paramètres physico-chimiques,
- Les éléments de qualité hydromorphologique soutenant la biologie, pour les masses d'eau en très bon état.

L'état chimique dépend de la présence, en plus ou moins grande quantité, de substances prioritaires ou dangereuses ayant un impact notoire sur l'environnement.

### 2.3.2 SDAGE Loire Bretagne

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans (2016 – 2021), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L.212-1 et suivants du code de l'environnement.

Le Sdage est l'outil principal de mise en œuvre de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau dite directive cadre sur l'eau (DCE), transposée en droit interne par la loi n°2004-338 du

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 14

21 avril 2004. La DCE affiche une grande ambition environnementale en fixant pour objectif emblématique le bon état des eaux en 2015.

Les chapitres du Sdage 2016-2021 sont organisés en réponse aux quatre questions importantes.

La qualité de l'eau	<p>2 – réduire la pollution par les nitrates</p> <p>3 – réduire la pollution organique et bactériologique</p> <p>4 – maîtriser et réduire la pollution par les pesticides</p> <p>5 – maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses</p> <p>6 – protéger la santé en protégeant la ressource en eau</p> <p>10 – préserver le littoral</p>
Milieux aquatiques	<p>1 – repenser les aménagements de cours d'eau</p> <p>8 – préserver les zones humides</p> <p>9 – préserver la biodiversité aquatique</p> <p>10 – préserver le littoral</p> <p>11 – préserver les têtes de bassin versant</p>
Quantité	7 – maîtriser les prélèvements d'eau
Gouvernance	<p>12 – faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</p> <p>13 – mettre en place des outils réglementaires et financiers</p> <p>14 – informer, sensibiliser, favoriser les échanges</p>

Deux modifications de fond complètent ces objectifs :

- Le rôle des commissions locales de l'eau est renforcé
- L'adaptation au changement climatique

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 15

Quatorze chapitres présentent les orientations et les dispositions du SDAGE. De ces 14 chapitres, nous avons extraits ceux qui concernent plus particulièrement l'assainissement :

### **Chapitre 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique**

**3A** : Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore

- 3A-1 : De poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore,
- 3A-2 : Le renforcement de l'auto-surveillance des rejets par les propriétaires ou exploitants des stations d'épuration,
- 3A-3 : De favoriser le recours à des techniques rustiques d'épuration (lagunes et filtres plantés de roseaux à écoulement vertical) pour les ouvrages de faible capacité,
- 3A-4 : L'élimination du phosphore à la source,

**3B** : Prévenir les apports de phosphore diffus,

- 3B-1 : De réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires,

**3C** : Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents,

- 3C-1 : Un diagnostic des réseaux,
- 3C-2 : Une réduction de la pollution des rejets par temps de pluie,

**3D** : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée,

- 3D-1 : La prévention du ruissellement et de la pollution dans le cadre des aménagements,
- 3D-2 : De réduire les rejets d'eau de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales,
- 3D-3 : De traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales pour les nouveaux ouvrages,
- 

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 16

**3E** : Réhabiliter les installations d'assainissement non-collectif non conformes,

- 3E-1 : L'identification de zones à enjeu sanitaire pour lesquelles la collectivité précise les travaux à réaliser sur les installations non conformes,
- 3E-2 : Des prescriptions techniques par les collectivités vis-à-vis des performances épuratoires sur le paramètre microbiologie,

## **Chapitre 5 : Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses**

**5A** : Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances,

**5B** : Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives,

- 5B-1 : Des objectifs de réduction des émissions de substances dangereuses d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne,
- 5B-2 : La recherche de substances dangereuses dans les boues d'épuration, avec identification des origines au cas où elles sont détectées,

**5C** : Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations,

- 5C-1 : Un volet «substances toxiques » dans les règlements des services d'assainissement des collectivités de plus de 10 000 équivalents-habitants,

## **Chapitre 6 : Protéger la santé en protégeant la ressource en eau**

**6F** : Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales

- 6F-1 : L'actualisation régulière des profils de baignade et l'information du public

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 17

- 6F-2 : La définition de mesures visant à accroître le nombre de sites de baignade qui évoluent d'une qualité « suffisante » vers une qualité « excellente » ou « bonne »
- 6F-3 : La réalisation d'un bilan des actions mises en œuvre à la fin de chaque saison estivale pour les sites de baignade classés en qualité « insuffisante »
- 6F-4 : Des analyses de cyanobactéries pour les baignades continentales en cas d'observation d'efflorescences algales

## **Chapitre 10 : Préserver le littoral**

**10A** : Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition

**10B** : Limiter ou supprimer certains rejets en mer

10B-3 : La recherche d'alternatives aux rejets d'effluents dans les eaux littorales

**10C** : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade

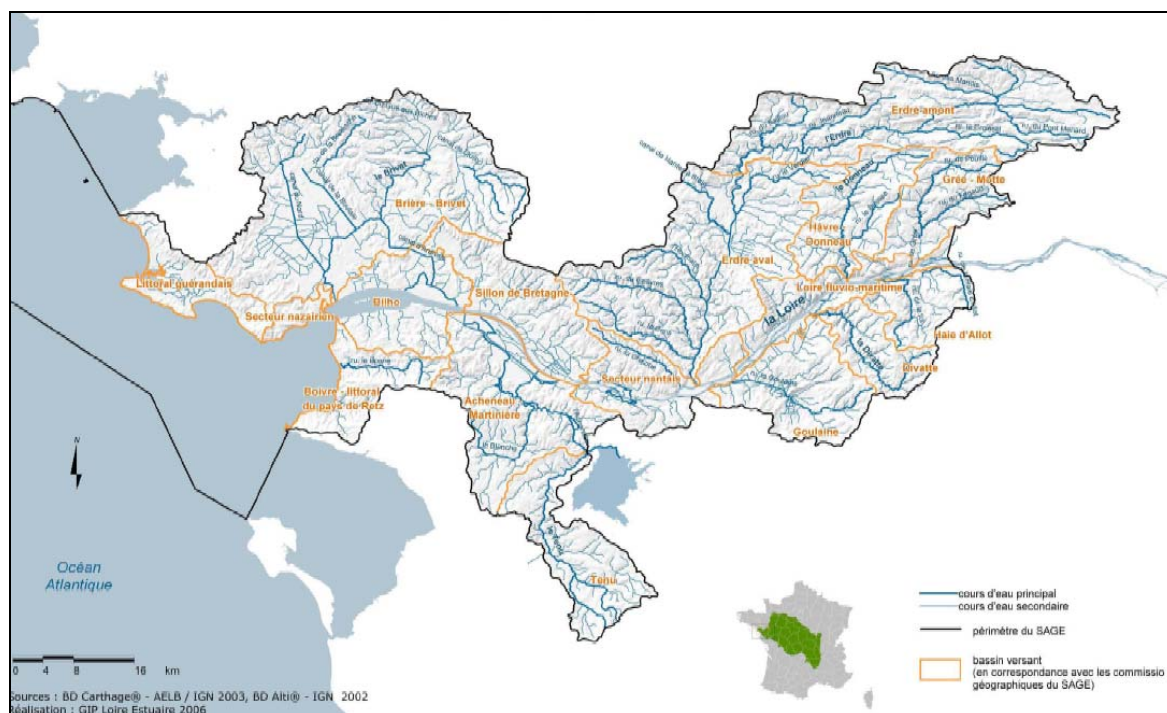
**10D** : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle

**10E** : Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones de pêche à pied de loisir.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 18

### 2.3.3 Le SAGE Estuaire de la Loire

Le Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux Estuaire de la Loire est mis en œuvre depuis le 9 septembre 2009 après l'enquête publique du 9 février au 20 mars 2009.



**Figure 3 : Réseau hydrographique et bassins versant du SAGE Estuaire de la Loire**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 19



Les principaux enjeux et objectifs généraux sont hiérarchisés dans le tableau suivant.

<div>Priorité ou valeur ajoutée du SAGE</div> <div>Importante</div> <div>Moyenne</div> <div>Moins importante</div>	Enjeux		Objectifs	Priorité
	Enjeu transversal Cohérence et organisation	1 – Qualité des milieux	Atteindre le bon état	
			Reconquérir la biodiversité	
			Trouver un équilibre pour l'estuaire	
		2 – Qualité des eaux	Satisfaire les usages	
			Atteindre le bon état	
		3 – Inondations	Mieux connaître l'aléa	
			Réduire la vulnérabilité	
		4 – Gestion quantitative	Maîtriser les besoins	
			Sécuriser	

**Tableau 1 : Hiérarchisation des enjeux et objectifs du SAGE Estuaire de la Loire**

Concernant la gestion des eaux usées, le PAGD a défini plusieurs orientations portant sur la qualité des eaux :

- 1 : réduire les phénomènes d'eutrophisation des eaux de surface (eaux douces et littorales),
- 2 : réduire les teneurs en nitrates des eaux souterraines,
- 3 : réduire les pollutions phytosanitaires,
- 4 : réduire les contaminations bactériologiques,
- 5 : connaître et réduire l'impact des micropolluants.

Le zonage d'assainissement des eaux usées s'articule avec le premier objectif : réduire les phénomènes d'eutrophisation des eaux de surface (eaux douces et littorales).

Plusieurs moyens prioritaires de réalisation des objectifs ont été définis :

- QE 1 : Adéquation entre le potentiel de développement démographique des collectivités et la capacité de traitement des eaux usées,
- QE 2 : Respect des objectifs environnementaux pour les stations d'épuration de toutes tailles en milieux remarquables,
- QE 3: Mise en conformité des points noirs de l'assainissement non collectif,
- QE 4 : Maîtrise hydraulique des réseaux d'assainissement,
- QE 5: Fiabilisation des réseaux de collecte des eaux usées,

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 20

- QE 6 : Conformité des branchements d'eaux usées,
- QE 10 : Collecte des eaux noires de campings cars.

#### 2.3.4 Le SAGE Baie de Bourgneuf – Marais Breton

Le Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux Baie de Bourgneuf – Marais Breton a été approuvé par arrêté préfectoral le 19 juillet 2004. Le périmètre concerne 39 communes de Vendée et de Loire Atlantique et couvre 950 km<sup>2</sup> dont 350 km<sup>2</sup> de marais.

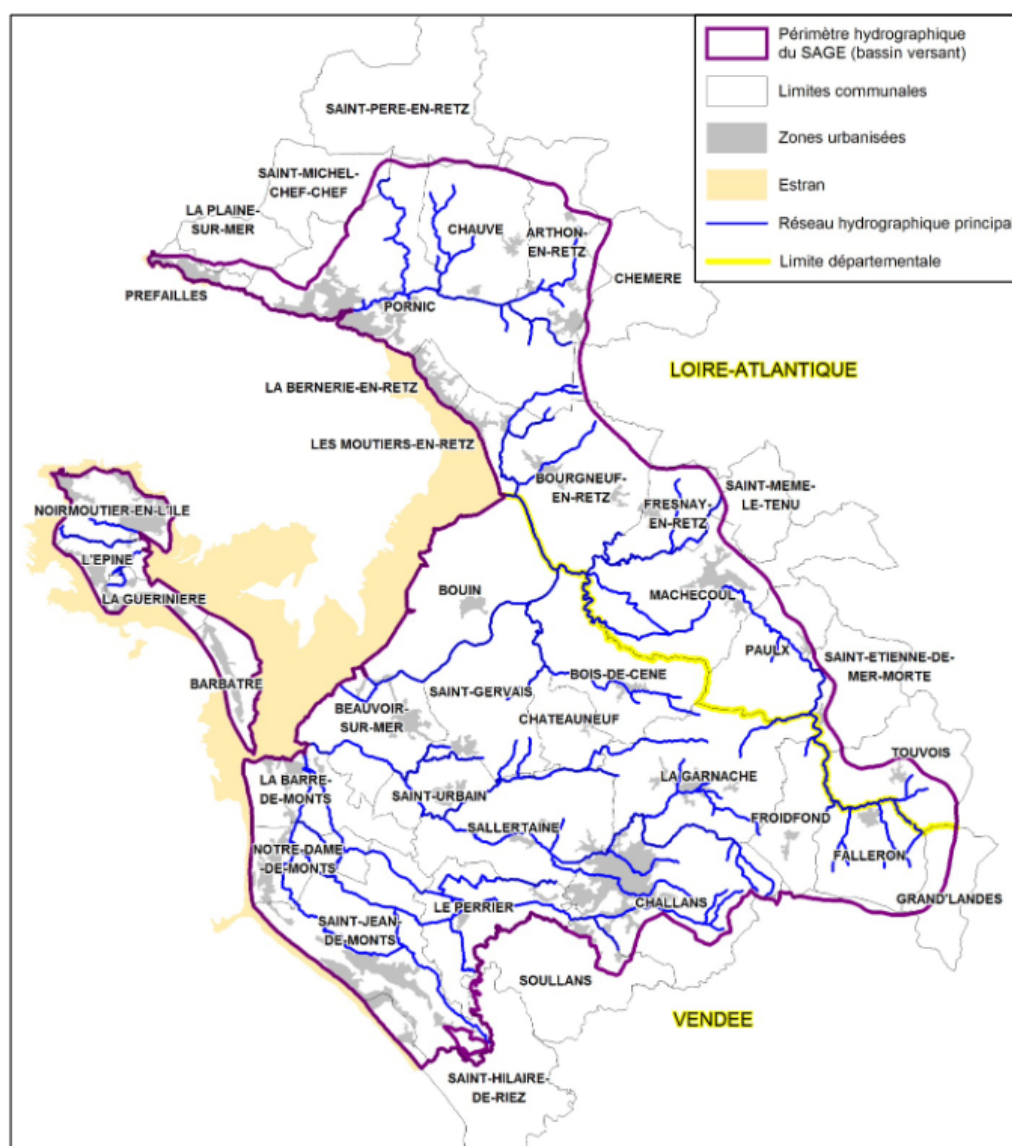


Figure 4 : Délimitation du périmètre du SAGE Baie de Bourgneuf Marais Breton

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 21

Concernant la gestion des eaux usées, le PAGD a défini plusieurs orientations portant sur la qualité des eaux :

1 - Gestion quantitative de :

- l'eau salée souterraine,
- l'eau douce superficielle et souterraine,

2 - Inondations et submersions marines,

3 - Qualité des eaux :

- Limiter l'impact des assainissements collectifs :
  - o Disposition 22 : Engager une gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement collectif,
  - o Disposition 23 - Suivre les débits journaliers en entrée des stations d'épuration dont la capacité est supérieure à 1000 EH,
  - o Disposition 24 - Conforter les performances épuratoires des stations d'épuration,
  - o Disposition 25 – Optimiser la gestion des boues des stations d'épuration,
- Limiter l'impact des assainissements non collectifs :
  - o Disposition 26 - Identifier des secteurs prioritaires de réhabilitation,
  - o Disposition 27 - Réhabiliter les dispositifs situés dans les secteurs prioritaires de réhabilitation,
- Réduire les apports agricoles,
- Réduire les transferts et améliorer l'autoépuration des eaux,
- Réduire le flux de nitrates vers le littoral,
- Réduire les produits phytosanitaires,
- Réduire les micropolluants et la pollution bactérienne,

4 - Qualité des milieux :

- Cours d'eau du bocage,
- Zones humides
- têtes de bassin versant,

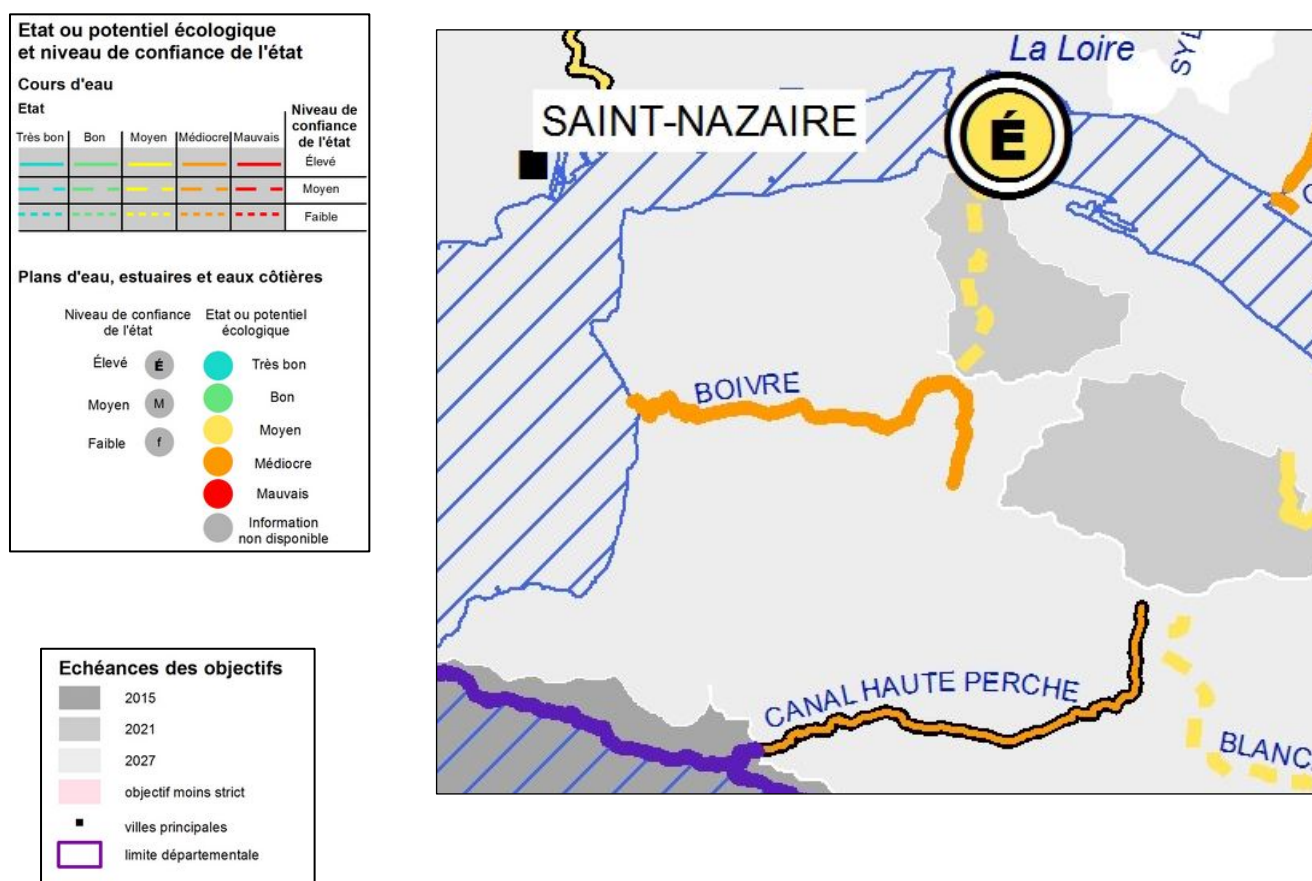
Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 22

- Marais rétro-littoraux,
- 5 - Cohérence et organisation,
- 6 - Evaluation des moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre du SAGE.

### 2.3.5 Qualité des eaux superficielles

La commune est située principalement sur La Loire via le ruisseau de l'Aumondière et sur celui de l'Océan Atlantique par l'intermédiaire de la Boivre.

Un extrait de la cartographie de l'état écologique 2013 des cours d'eau (Agence de l'eau Loire-Bretagne) est présenté ci-dessous.



**Figure 5 : Carte d'état écologique des cours sur la zone d'étude Source : Agence de l'Eau Loire Bretagne**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 23

Le niveau écologique 2013 était le suivant :

Cours d'eau	Référence	Etat 2013		Niveau de confiance de l'Etat
Le Boivre	FRGR 1602	Mauvais		Elevé
L'Aumondière	FRGR 1603	Moyen		Faible

**Tableau 2 : Etat écologique 2013 SDAGE Loire Bretagne**

Le SDAGE Loire Bretagne a fixé les objectifs suivants pour :

Masse d'eau	Référence	Etat écologique		Etat chimique		Etat Global	
Le Boivre	FRGR 1602	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND	Bon Etat	2027
L'Aumondière	FRGR 1603	Bon Etat	2021	Bon Etat	ND	Bon Etat	2021

**Tableau 3 : Objectifs définis SDAGE Loire Bretagne**

## **2.4 RAPPEL DE LA PRECEDENTE ETUDE DE ZONAGE**

L'étude initiale du zonage d'assainissement des eaux usées a été réalisée en 2003 avec une estimation des contraintes parcellaires et de la capacité du sol à l'infiltration. En 2007, la révision du zonage était couplée avec la révision du Plan Local d'Urbanisme. Pour 2010, cette révision ne consistait qu'à intégrer le secteur urbanisé de la Basse Roberdière situé au sud du Bourg et de prendre en compte la mise en service de la nouvelle station d'épuration.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 24

---

## 3 SITUATION ACTUELLE

---

### 3.1 Démographie et urbanisation

#### 3.1.1 Population – habitat

Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

Recensements			Densité (en hab/km <sup>2</sup> ) en 2014	Variation de la population 1999-2008	Variation de la population 2008-2014
1999	2008	2014			
1335	1814	2058	116,7	479	244

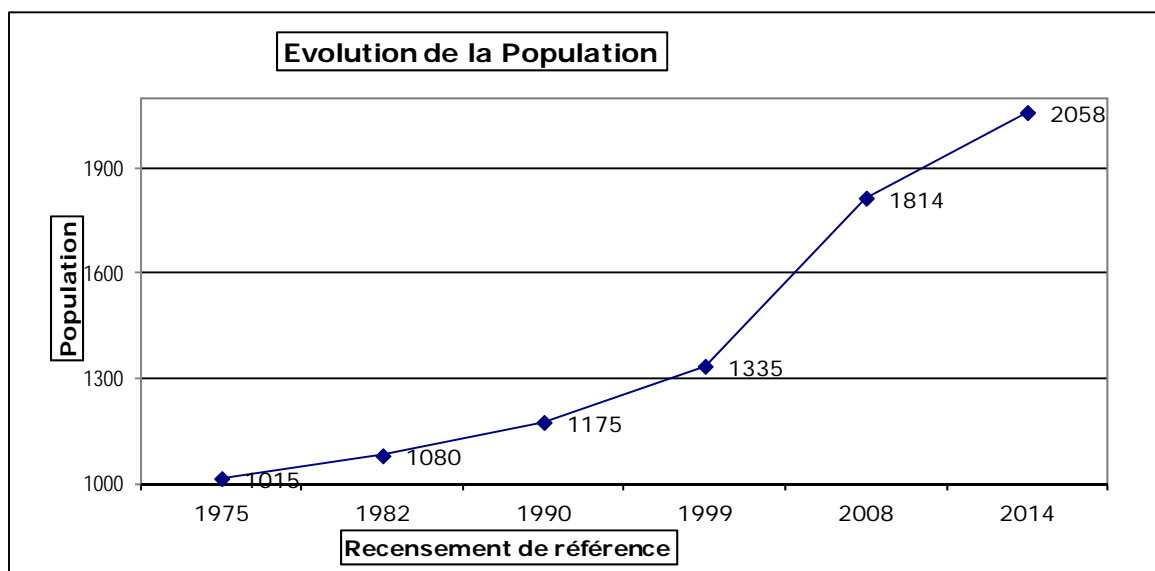
**Tableau 4 : Recensement INSEE 2013**

La population est en hausse régulière depuis 1975 avec un rythme moins soutenu (+13%) sur la période 2008/2014.

Population						
	1975	1982	1990	1999	2008	2014
PSDC	1015	1080	1175	1335	1814	2058

**Tableau 5 : Evolution de la population 1975/2013 Source : INSEE**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 25



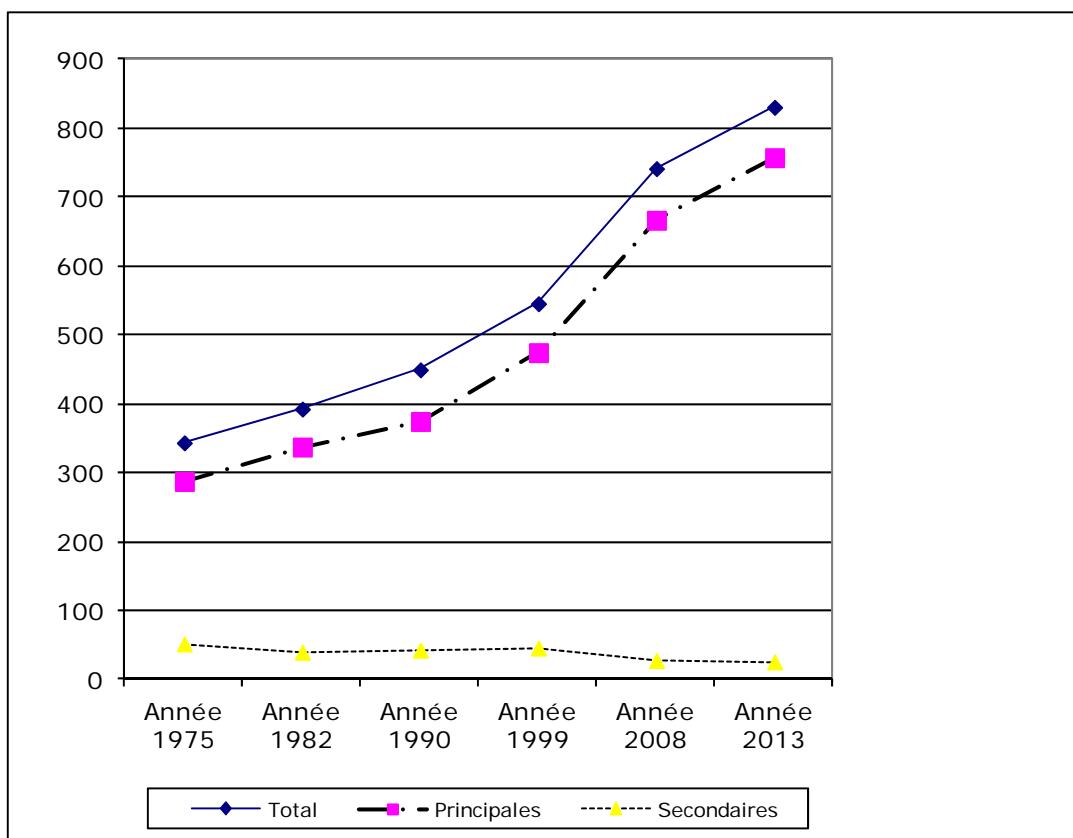
**Tableau 6 : Evolution de la population 1975/2013 Source : INSEE**

Pour l'évolution du parc des logements, le nombre des résidences secondaires et des logements vacants est stable depuis 2008. Le nombre de résidences principales est en hausse constante ce qui correspond à l'évolution de la population.

	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble des logements	344	393	450	546	742	831
Résidences principales	288	338	375	475	667	758
Taux d'occupation	3,52	3,00	3,13	2,81	2,72	2,72
Résidences secondaires	52	40	43	46	28	26
Logements vacants	4	15	32	25	47	46

**Tableau 7 : Composition et évolution du parc des logements Source : INSEE**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 26



**Tableau 8 : Composition et évolution du parc des logements** Source : INSEE

La densité de population était de 116,7 habitants par km<sup>2</sup> en 2013 alors que celle du département de 197,8. Pour ce qui concerne le taux d'occupation, celui-ci diminue régulièrement, il est de 2,72 occupants par logement pour 2,27 en moyenne au niveau départemental.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 27



### 3.1.2 Urbanisation

La commune de Saint Père en Retz révisé son **Plan Local d'Urbanisme**. Le territoire communal est intégré au SCoT du Pays de Retz et au Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes Sud Estuaire approuvé le 17 Décembre 2015. Les projets d'urbanisation et les Orientations d'Aménagement et de Programmation définis dans le PLU sont les suivants :

	Secteur	Zonage	Surface du secteur d'OAP	Surface opérationnelle	Echéance
1	ZAC des Vannes - Tranches 3 et 4	1AUZ	6,7	2	Immédiate
2	ZAC des Vannes - Tranches 5 et 6	1AUB	5,6	5,6	Immédiate
3	ZAC de la Garnière - Tranches 7 à 10	1AUB	9,2	9,2	Immédiate
4	Le Moulin Neuf	1AUB	2,5	1,5	3 ans
5	Le Moulin de la Nicodière	1AUB	3,2	3,2	3 ans
6	Rue de Sarrasin	1AUB	0,6	0,6	3 ans
7	La Roberdière	1AUB	1	0,8	3 ans
8	Le Moulin Bertrand	1AUB	0,9	0,9	3 ans
9	Château de Kermoarel	1AUA	3,8	1,2	Immédiate
10	Sainte-Opportune	1AUA	2	0	Immédiate
11	Le Surf Park	1AUW	8,4	8	Immédiate
12	La Bergerie	1AUL	2,8	1,7	Immédiate
13	Camping de la Gare	1AUL	8	8	Immédiate
14	Extension potentielle de la Laiterie de St-Père	UI, 1AUI, Ne	39	7,4	Immédiate
15	Extension du parc d'activités de la Hurline	UF, 1AUF	10,1	8	Immédiate
16	Evolution des Petits Brulés	AH	7,9	0	Immédiate
TOTAL			111,7	58,1	

Tableau extrait du rapport sur les OAP version Avril 2018

L'objectif du PLU est une urbanisation de 470 logements sur 12 ans correspondant à un flux de population de 900 habitants. Cette perspective est compatible avec les objectifs du PLH. La densification urbaine est estimée à 40 logements et à 20 logements en secteur rural sur les hameaux de la Factais, les Pins, les Petits Brulés, les Lardières et le Bas Landreau.

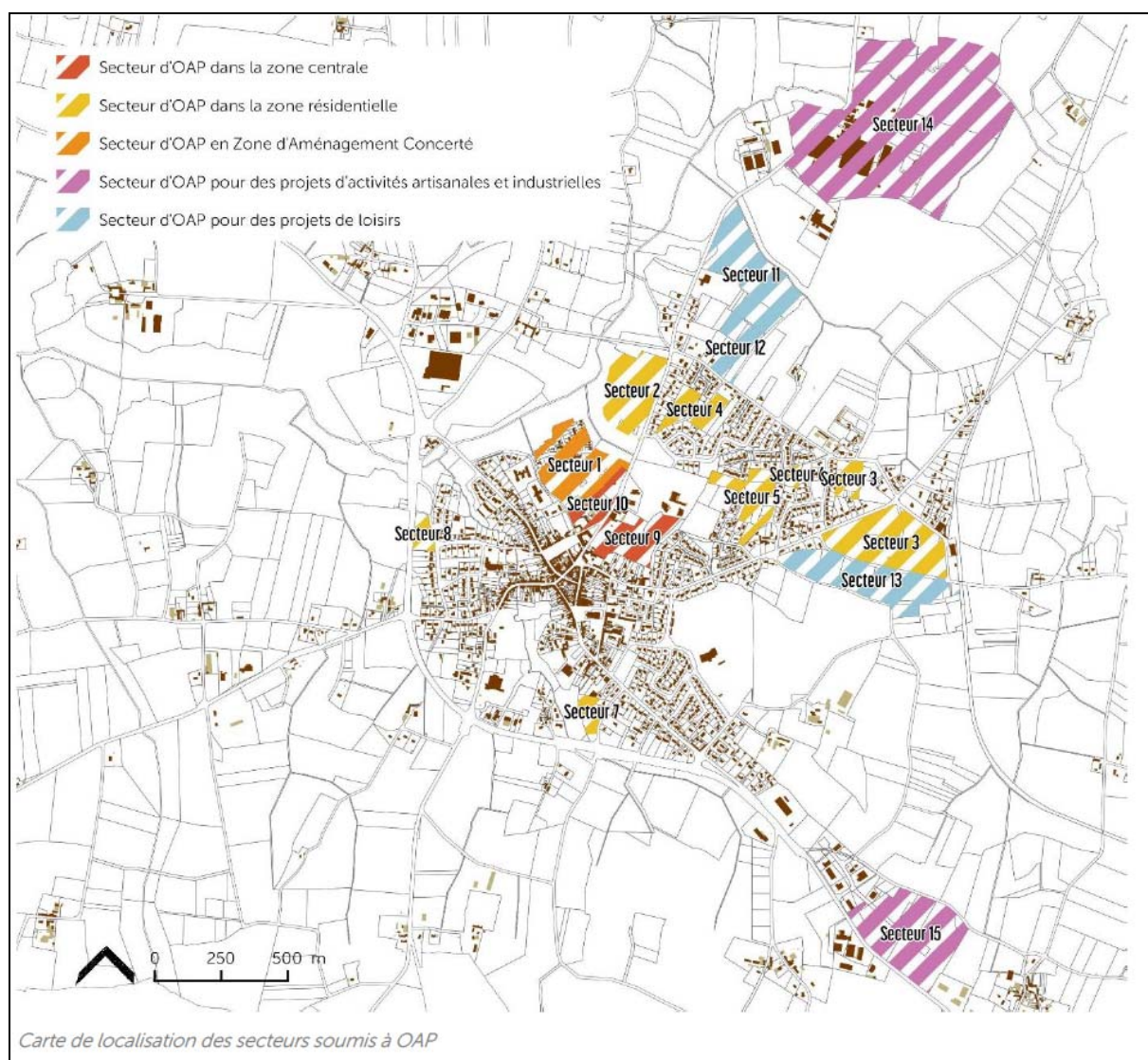
Une carte extraite du document des OAP permet de localiser les différents secteurs concernés et leur vocation et un plan page suivante présente le projet de PLU.

#### Plan 1 : Plan de présentation du projet de PLU

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 28







Le nombre moyen de permis de construire est de 25 en moyenne par an sur la période 2012/2017. Le tableau ci-dessous présente le nombre et le mode d'assainissement par année.

Année	Nombre de permis de construire		
	PC en Assainissement Collectif	PC en Assainissement Non Collectif	Total
2012	18	10	28
2013	26	7	33
2014	15	9	24
2015	14	4	18
2016	11	6	17
2017	23	5	28
<b>Moyenne 2012/2017</b>	<b>18</b>	<b>6,8</b>	<b>24,7</b>

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 29

---

## 4 SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

La Communauté de Communes Sud Estuaire a la compétence assainissement et gère un parc de 6 stations d'épurations représentant une capacité épuratoire de 37 867 Equivalents Habitants, 1 484 113 m<sup>3</sup> traités, 207 km de réseau et 23 177 habitants desservis.

### 4.1 Station du Pont Neuf commune de Saint Père en Retz

Cette station (code SANDRE : 0444187S0004) est de type « Boues activées » mise en service en mars 2010 à partir des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 Juillet 2008 (exemplaire joint en Annexe 3). La capacité nominale initiale de l'ouvrage est de 3700 Equivalents Habitants soit pour le volet hydraulique : 556 m<sup>3</sup>/jour en période de nappe basse et 781 m<sup>3</sup>/jour en période de nappe haute et pour le volet organique : 222 Kg de DBO<sub>5</sub>/jour. Une unité de désinfection de type ultra violet est positionnée en sortie de traitement. Le rejet de la station s'effectue dans le Boivre ou est stocké dans un bassin tampon de 68 000 m<sup>3</sup> avant rejet. La période de zéro rejet s'applique de Juin à Septembre. Compte tenu des volumes reçus sur la station et de l'application des textes en vigueur, le débit de référence de la station d'épuration pour 2018 a changé, il est de 1058 m<sup>3</sup>/jour. Le courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer précisant ce changement est présenté en Annexe 4.

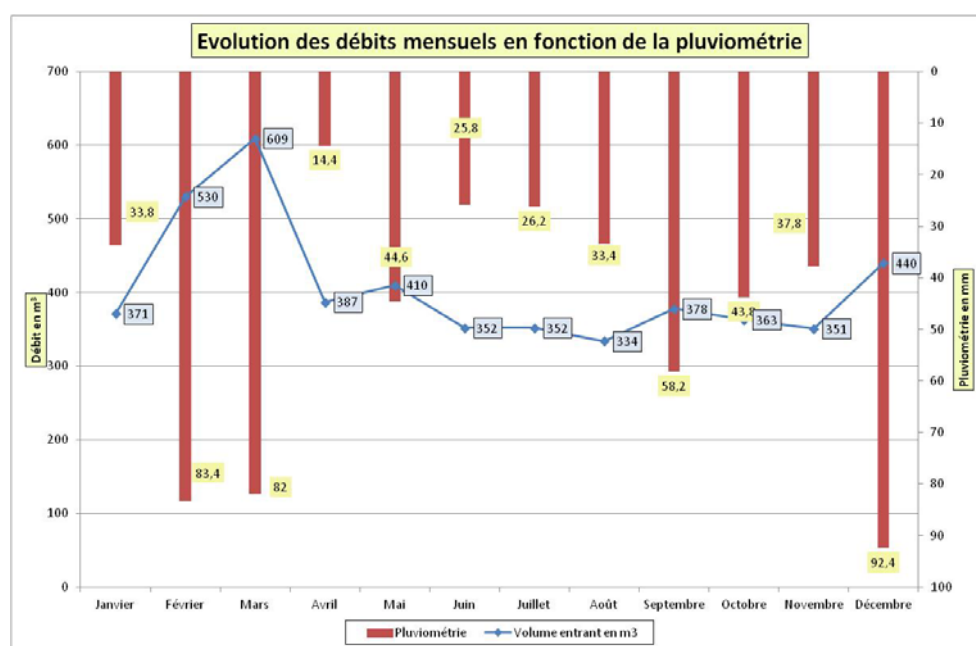
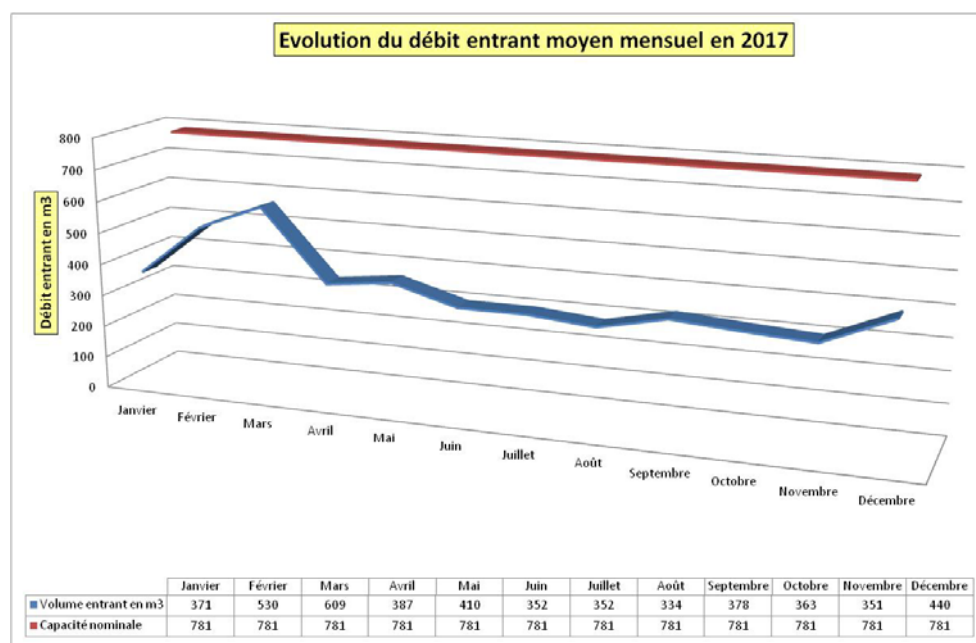
Le nombre d'abonnés raccordés 2016 était de 1156 soit 2769 habitants raccordés.

Les éléments clés pour l'année 2017 sont les suivants :

- o Volume journalier moyen reçu : 407 m<sup>3</sup> soit 52 % du débit de référence (781 m<sup>3</sup>/j) avec un débit maximum de 1056 m<sup>3</sup>/j,
- o Charge moyenne reçue : 93,4 kg de DBO<sub>5</sub>/jour soit 42 % de la capacité nominale (222 Kg de kg de DBO<sub>5</sub>/jour) avec une charge maximum de 126,8 kg de DBO<sub>5</sub>/jour,

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 30

Deux graphiques présentent l'évolution du volume entrant moyen mensuel en 2017 et avec l'influence de la pluviométrie.

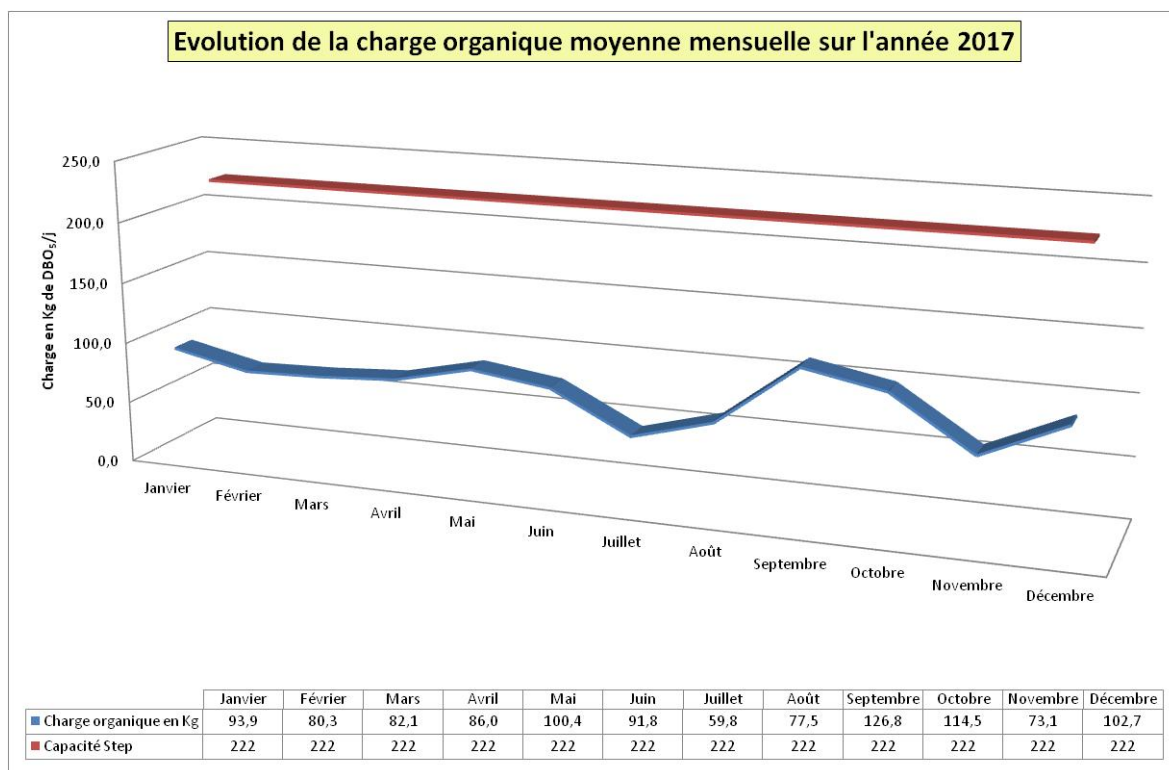


Concernant la charge hydraulique de l'ouvrage, le réseau est à priori sensible aux eaux parasites de nappe et d'origine météorite. Deux pointes de surcharge hydraulique ont été observées : le 4 Février avec 1056 m<sup>3</sup>/jour

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 31

pour une pluviométrie de 16,8 mm et le 18 Août avec 821 m<sup>3</sup>/jour pour une pluviométrie de 24,4 mm.

Concernant la charge organique de l'ouvrage, la charge moyenne mensuelle en DBO<sub>5</sub>/j a été de 42 % de sa capacité nominale en 2017.



Concernant le fonctionnement de l'ouvrage, les concentrations de l'effluent en sortie de traitement sont conformes à la norme en vigueur.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 32

## 4.2 Caractéristiques du réseau

Les caractéristiques du réseau sont les suivants :

- réseau gravitaire : 18 954 ml,
- réseau refoulé : 3942 ml,
- 4 postes de relevage :
- Le Pont Neuf (poste principal),
- Le Ruaud ;
- Les Roberdières,
- Route de Nantes

Tous les postes de relevage sont équipés d'une télésurveillance et le poste principal du Pont Neuf dispose d'un débitmètre pour comptabiliser le volume bipassé par surverse. Un plan présente l'ossature du réseau.

**Plan 2 : Plan ossature du réseau Bourg**

## 4.3 Etude diagnostique de réseau

La Communauté de Communes Sud Estuaire a engagé sur l'ensemble de son territoire une étude diagnostique de réseau qui débouchera sur un schéma directeur d'assainissement accompagné d'un programme de travaux de réhabilitation.

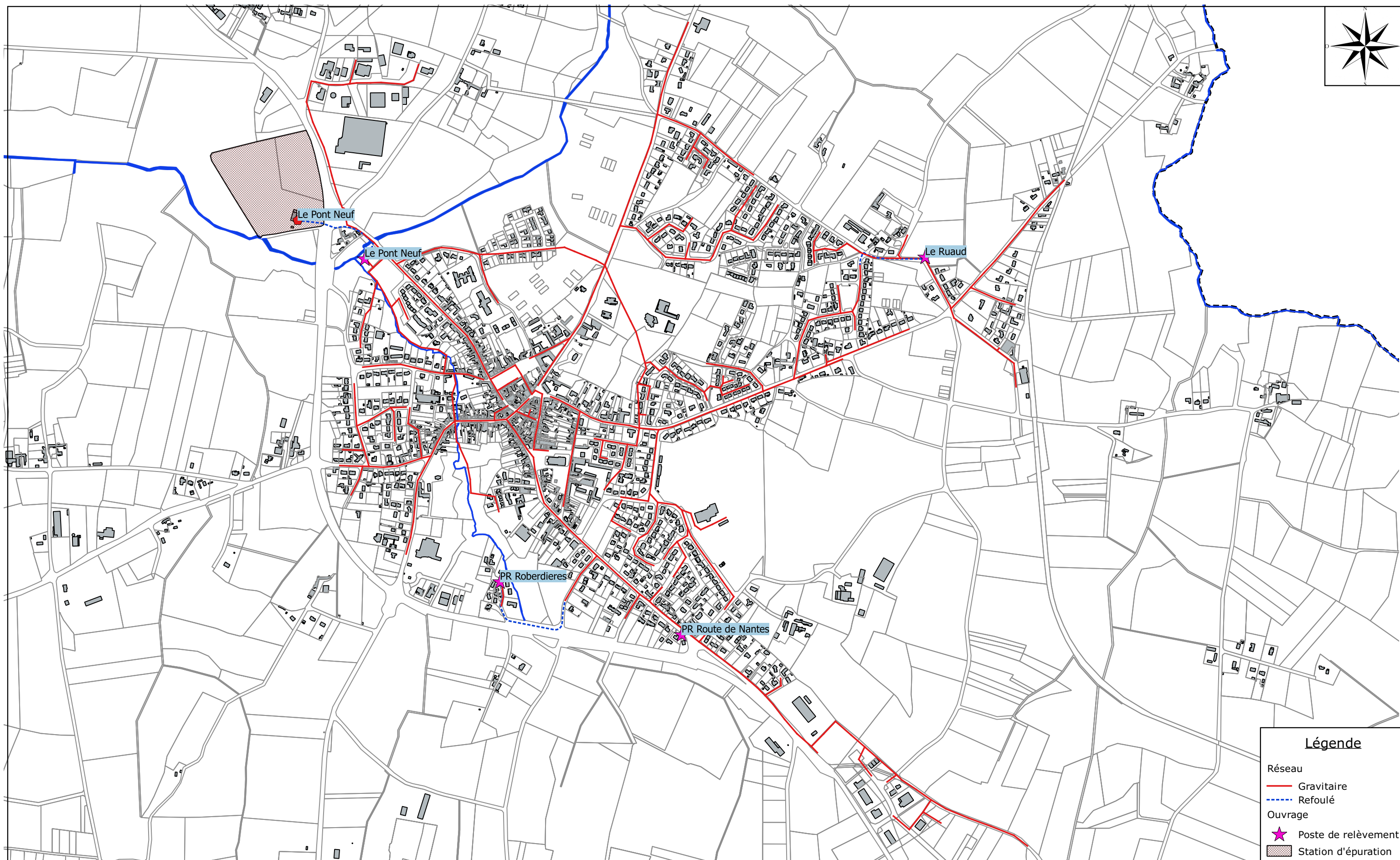
La phase « état des lieux » a été réalisée permettant de dégager les différents secteurs où des investigations particulières vont être engagées afin de localiser les entrées d'eaux parasites dans le réseau ainsi que leur origine : de nappe ou météorite. Il ressort des ces inspections nocturnes sur le réseau d'assainissement les éléments suivants :

- Apport d'eaux parasites : 96 m<sup>3</sup>/jour,
- Linéaire de conduite concernée : 1360 ml,
- Nombre de tronçons concernés : 9,
- Nombre de rues concernées : 7,

La conclusion de ces investigations de période de nappe haute et de temps sec est la suivante : 85 % des eaux parasites d'infiltration sont localisées sur 27 % de la totalité du réseau.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 33





Maître d'ouvrage : Communauté de communes Sud Estuaire

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saint Père en Retz**



EF Etudes  
4, rue Galilée  
CS 84114  
44341 BOUGUENNAIS  
Tél : 02 51 70 67 50  
Fax : 02 51 70 62 85

**Ossature du réseau des eaux usées**

Echelle : 1:10 000

JANVIER 2018



Avant la réalisation de cette étude diagnostique, le service assainissement de la Communauté de Communes Sud Estuaire a établi une liste des interventions d'extension ou de réhabilitation réalisées sur le réseau pour la période 2015-2017.

Localisation	Longueur en ml	Nombre de branchements ou de regards
<b>PROGRAMME 2015</b>		
<u><b>Extension du réseau</b></u>		
Chemin de la Torterie	40 ml	1 Brcht
<u><b>Réhabilitation du réseau</b></u>		
Rue des Cardères	405 ml	10 Brchts
ZA Pont neuf - dévoiement réseau en terrain privé	80 ml	1 Brcht
<b>PROGRAMME 2016</b>		
<u><b>Réhabilitation du réseau</b></u>		
Rue du Général De Gaulle- ragréage regards		2 regards
Rue de Blandeau / Rue de Nantes	1 100 ml	165 Brchts
<b>PROGRAMME 2017</b>		
<u><b>Réhabilitation du réseau</b></u>		
Rue du Révérend Père Aupiais	90 ml	11 Brchts
Rue de la Sorbonne	70 ml	7 Brchts
Rue des Vannes	130 ml	7 Brchts
Place du Marché	185 ml	20 Brchts
<u><b>Diagnostic des réseaux</b></u>		
Entre Vannes et Ecoliers	220 ml	3 Brchts
Rue du Général De Gaulle	590 ml	45 Brchts

La Communauté de Communes Sud Estuaire a réalisé et réalise via son fermier régulièrement des contrôles de branchement sur son réseau.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 34

#### **4.4 Incidence de l'urbanisation envisagée dans le projet de PLU sur l'ouvrage de traitement**

Pour les calculs d'estimation de la charge organique sur la station d'épuration, la Communauté de Communes Sud Estuaire applique les ratios suivants :

- o Taux d'occupation : 2,2 habitants par logement,
- o Flux polluant par habitant : 0,80 Equivalent Habitant sur la base de 150 litres d'eau par jour et 60 grammes de DBO<sub>5</sub>/j.

En appliquant ces ratios et compte tenu des projets d'urbanisation, l'impact sur la station d'épuration serait le suivant :

Capacité de la Station d'épuration	3700	EH
Taux de charge organique 2017	42%	
Reliquat disponible de raccordement	2146	EH
Urbanisation à échéance 12 ans	470	Logements
Nombre d'habitant potentiel	1034	Habitants
Correspondance en Equivalent Habitants	827	EH
Reliquat disponible après urbanisation	1319	EH

Il reste un volet de sécurité suffisant pour traiter les eaux des secteurs d'urbanisation difficilement quantifiable comme les zones de loisirs et les zones d'activité.

#### **4.5 Redevances en vigueur**

Le montant des différentes redevances au 1<sup>er</sup> Janvier 2018 fixées lors du conseil communautaire du 19 Octobre 2017 sont les suivantes :

- Montant de l'abonnement annuel : 59,42 € pour la CCSE et 24,10 € pour le concessionnaire,
- Surtaxe assainissement : 1,389 € par m<sup>3</sup> pour la CCSE et 0,549 € par m<sup>3</sup> pour le concessionnaire,
- Taxe de raccordement : 1330 €,

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 35

- Participation pour le Financement à l'Assainissement Collectif (PFAC) selon la destination de la construction:

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	Maison individuelle	1 550 € jusqu'à 110 m² de SP créée, puis 14,30 €/m² supplémentaire au-delà de 110 m² de surface plancher créée
	Logements collectifs	1 241 € par logement < 2 pièces principales 1 395 € par logement > 2 pièces principales
	Bureaux	1 380 € par établissement et par tranche de 150 m² de surface de plancher
	Commerce	1 024 € par établissement et par tranche de 150 m² de surface de plancher
	Artisanat / Industrie / Entrepôt / Service Public ou d'intérêt collectif (Transport, Ouvrage spécial, Enseignement et Recherche, Action sociale, Culture et loisirs) Exploitation agricole ou forestière	1 380 € par établissement et par tranche de 400 m² de surface de plancher
	Hébergement hôtelier Service Public ou d'intérêt collectif (Santé)	1 241 € par établissement et par tranche de 10 chambres
	EXTENSION ET/OU RÉAMÉNAGEMENT D'IMMEUBLES GÉNÉRANT DES EAUX USÉES SUPPLÉMENTAIRES	14,30 €/m²
DEMOLITION / RECONSTRUCTION		14,30 €/m² supplémentaire créé
CONSTRUCTIONS EXISTANTES		921 €

## 5 SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le **Service Public d'Assainissement Non Collectif** est assuré par la Communauté de Communes Sud Estuaire.

Le bilan du SPANC pour 2016 était le suivant :

- Nombre total d'installations : 2796,
- Nombre total d'installations non conformes avec impact sur le milieu : 1317 dont 343 avec un rejet brut,
- Nombre de contrôle de conception est de 89 dont 26 pour Saint Père en Retz,
- Nombre de contrôle de réalisation est de 65 dont 22 pour Saint Père en Retz,
- Nombre d'installations diagnostiquées non acceptables : 171 sur 219,

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 36

- 47,7 % des filières installées sont de type micro-station et 6,2 % de filière compacte,
- Contrôle de bon fonctionnement hors vente immobilières: 219 dont 117 pour Saint Père en Retz avec 10 installations en Bon Fonctionnement,
- Contrôle pour vente immobilière : 52 dont 14 pour Saint Père en Retz avec 2 installations en Bon Fonctionnement.

Les montants HT des différentes redevances SPANC pour 2018 fixées lors du conseil communautaire du 19 Octobre 2017 sont les suivantes :

- contrôle de conception : 62,15 € (55 € pour Véolia et 7,15 € pour la CCSE),
- contrôle de réalisation : 107,15 € (dont 7,15 € pour la CCSE),
- contre visite : 70 €,
- contrôle de bon fonctionnement tous les 7 ans : 102,15 € (dont 7,15 € pour la CCSE),
- contrôle diagnostic dans le cadre des ventes : 167,15 € (dont 7,15 € pour la CCSE).

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 37

---

## 6 MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

---

### 6.1 SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE

Concernant l'outil de traitement du Pont Neuf, la charge moyenne annuelle 2017 était de 42 % de la capacité de l'ouvrage. Il reste donc en théorie un reliquat de raccordement de 1998 Equivalents Habitants à 60 g de DBO<sub>5</sub>/j.

Le projet de PLU envisage une urbanisation de 470 logements sur 12 ans soit 900 habitants. En appliquant les ratios de la Communauté de Communes Sud Estuaire, cette urbanisation correspondrait à 827 Equivalents Habitants. Il resterait en théorie un reliquat de raccordement de 1319 EH soit 35,6 % de la capacité nominale de l'ouvrage.

Concernant l'amélioration de la collecte des eaux usées, la Communauté de Communes Sud Estuaire a déjà réalisé des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement existant. L'étude diagnostique de réseau en cours permettra d'établir un programme d'interventions et de sécurisation sur le réseau et les postes de relevage.

### 6.2 DETERMINATION DU ZONAGE

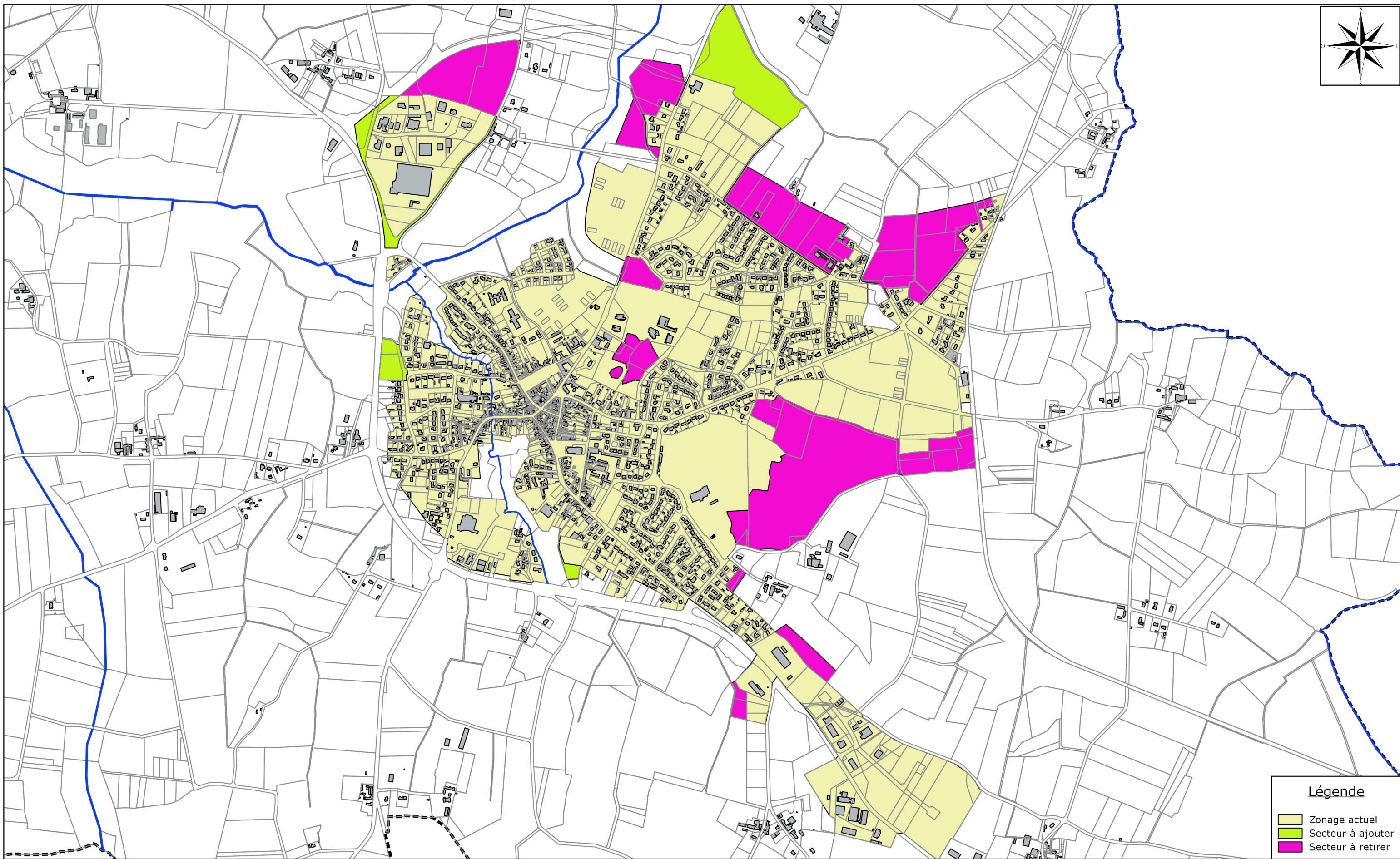
Compte tenu de cet état des lieux, le conseil communautaire décidera par une délibération de modifier le zonage d'assainissement des eaux usées.

Un plan page suivante présente le projet du plan de zonage d'assainissement des eaux usées.

**Plan 3 : Plan de présentation du projet de zonage d'assainissement des eaux usées**

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 38





#### Légende

- Zonage actuel
- Secteur à ajouter
- Secteur à retirer

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Sud Estuaire

Opération :

**Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saint Père en Retz**



EF Etudes  
4, rue Galilée  
CS 84114  
44341 BOUGUENNAIS  
Tél : 02 51 70 67 50  
Fax : 02 51 70 62 85

**Délimitation du zonage d'assainissement Eaux Usées 2018**

Echelle : 1:11 970

AVRIL 2018



---

## 7 AVERTISSEMENT

---

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
  - Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
  - Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
  - Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire,

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 39

conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la Communauté de Communes se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

## **7.1 Les usagers relevant de l'assainissement collectif**

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès de la Communauté de Communes :

- Taxe de Raccordement à l'Egout (TRE),
- Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) fixée par une délibération du Conseil Communautaire selon l'état de fonctionnement des assainissements non collectifs concernés,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction de la consommation d'eau.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 40



Le futur constructeur :

- Taxe de Raccordement à l'Egout (TRE),
- Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) fixée par une délibération du Conseil Communautaire qui peut être d'un montant différent que celle demandée pour une habitation existante mais qui ne peut excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation d'assainissement non collectif qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part en fonction de la consommation d'eau.

## **7.2 Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif**

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Les communes ou les EPCI compétents prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 41

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.
- 
- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune ou les EPCI compétents n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A la mise en place effective de ce contrôle, l'utilisateur d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 42

---

## 8 ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

Le Document Technique Unifié (DTU) 64.1. du 10 Août 2013 précise les règles de mise en œuvre pour la réalisation de travaux concernant les dispositifs d'assainissement non collectif pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales. Ce DTU remplace la norme expérimentale (XP) Mars 2007.

### 8.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

#### 8.1.1 Règles d'implantation des dispositifs de traitement

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 5 m par rapport à tout ouvrage fondé et de 3 m par rapport à toute limite séparative de voisinage. La plantation de ligneux à proximité des épandages peut nécessiter la mise en œuvre de barrières anti-racines destinées à protéger le système d'épandage.

La fosse septique et/ou les autres dispositifs de traitement primaire doivent être munis d'au moins un tampon, permettant l'accès au volume complet de ces dispositifs. Les tampons doivent être situés au niveau du sol fini, afin de permettre leur accessibilité.

#### 8.1.2 Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs

Les travaux de terrassement doivent être conformes aux prescriptions des normes NF P 98-331. Le terrassement ne doit pas être réalisé lorsque le sol est saturé d'eau. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. L'exécution des travaux ne doit pas entraîner le compactage des terrains réservés à l'infiltration afin de conserver la perméabilité initiale du sol. Les

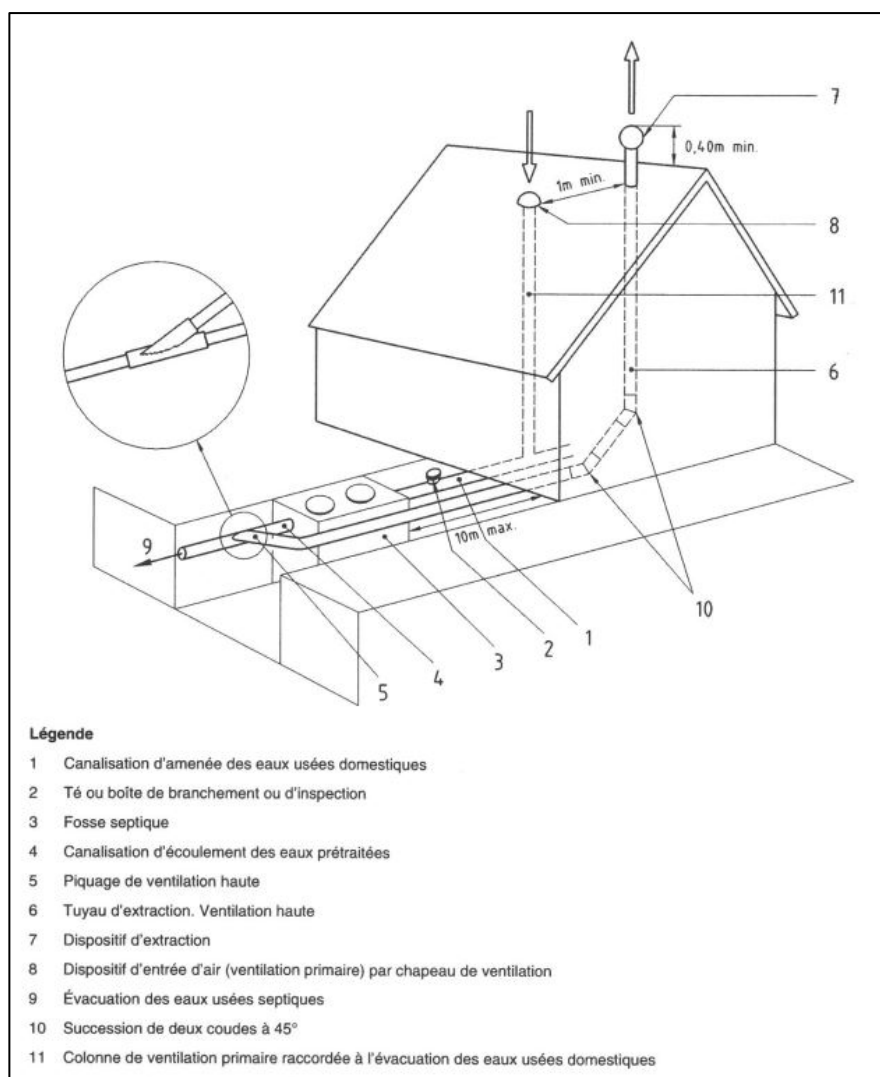
Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 43

engins de terrassement ne doivent pas circuler sur les ouvrages d'assainissement ainsi qu'à leurs abords à la fin des travaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF DTU 60-33.

## 8.2 TRAITEMENT PRIMAIRE

La mise en place du traitement primaire respectera les conditions de mise en œuvre décrites dans le DTU 64.1. La ventilation des ouvrages reprendra les éléments du schéma de principe présenté ci-dessous.



Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation
	Mai 2018 - 44

### 8.3 TRAITEMENT SECONDAIRE

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

Il existe de nombreux procédés d'épuration des eaux usées en dehors des filières traditionnelles : épandage souterrain, lit filtrant drainé à flux vertical, tertre d'infiltration, lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolite. Les autres possibilités font l'objet d'un agrément avec une publication au Journal Officiel. La liste à jour de tous les dispositifs est accessible via Internet sur le site suivant : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>.

Le service SPANC rattaché à votre habitation est la structure dédiée à l'assainissement non collectif pour toute démarche liée à la réalisation et/ou à l'entretien des filières d'assainissement non collectif.






























Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 45

---

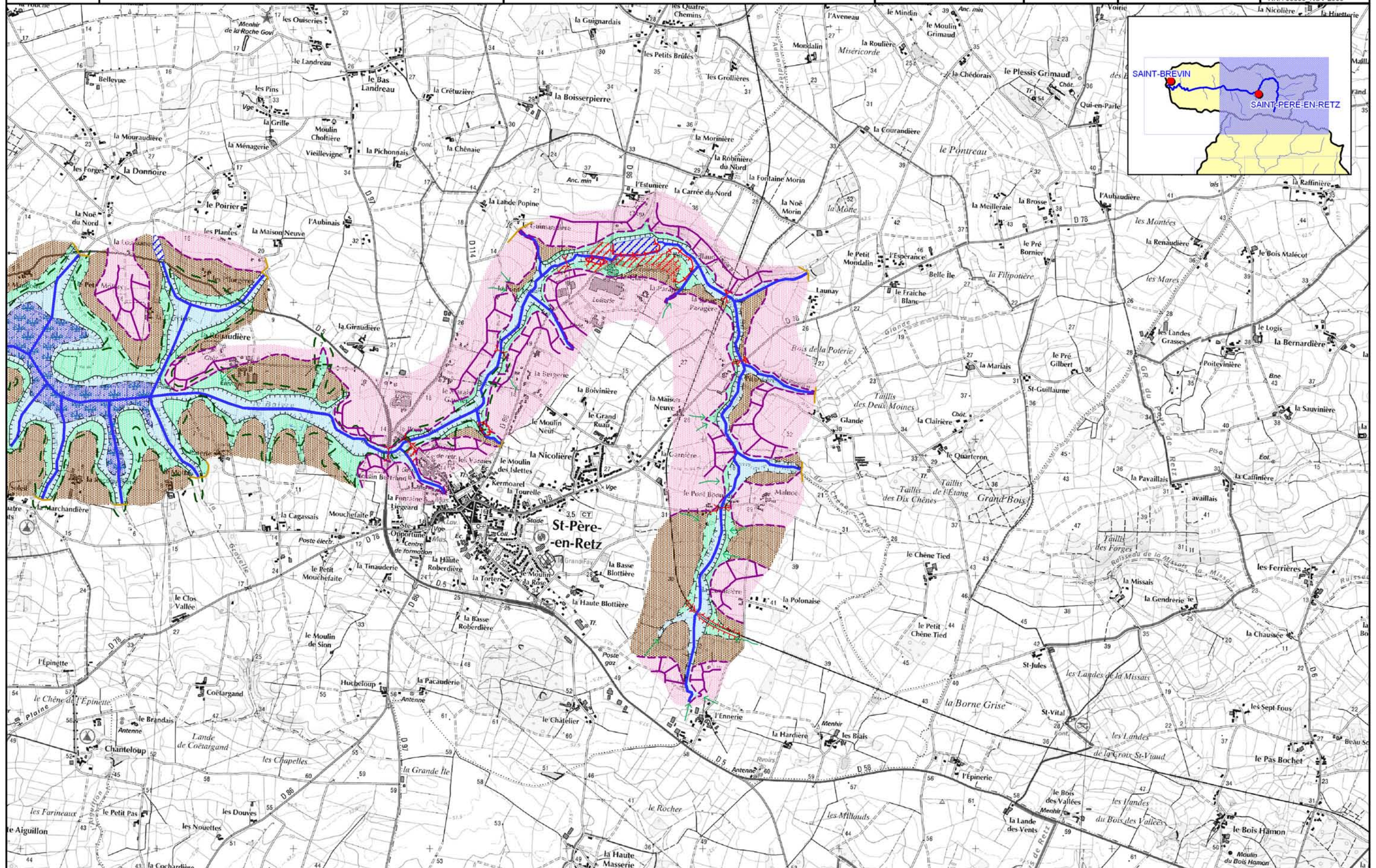
## **9 ANNEXE 2 : EXTRAITS DE L'ATLAS DES ZONES INONDABLES DES FLEUVES COTIERS**

---

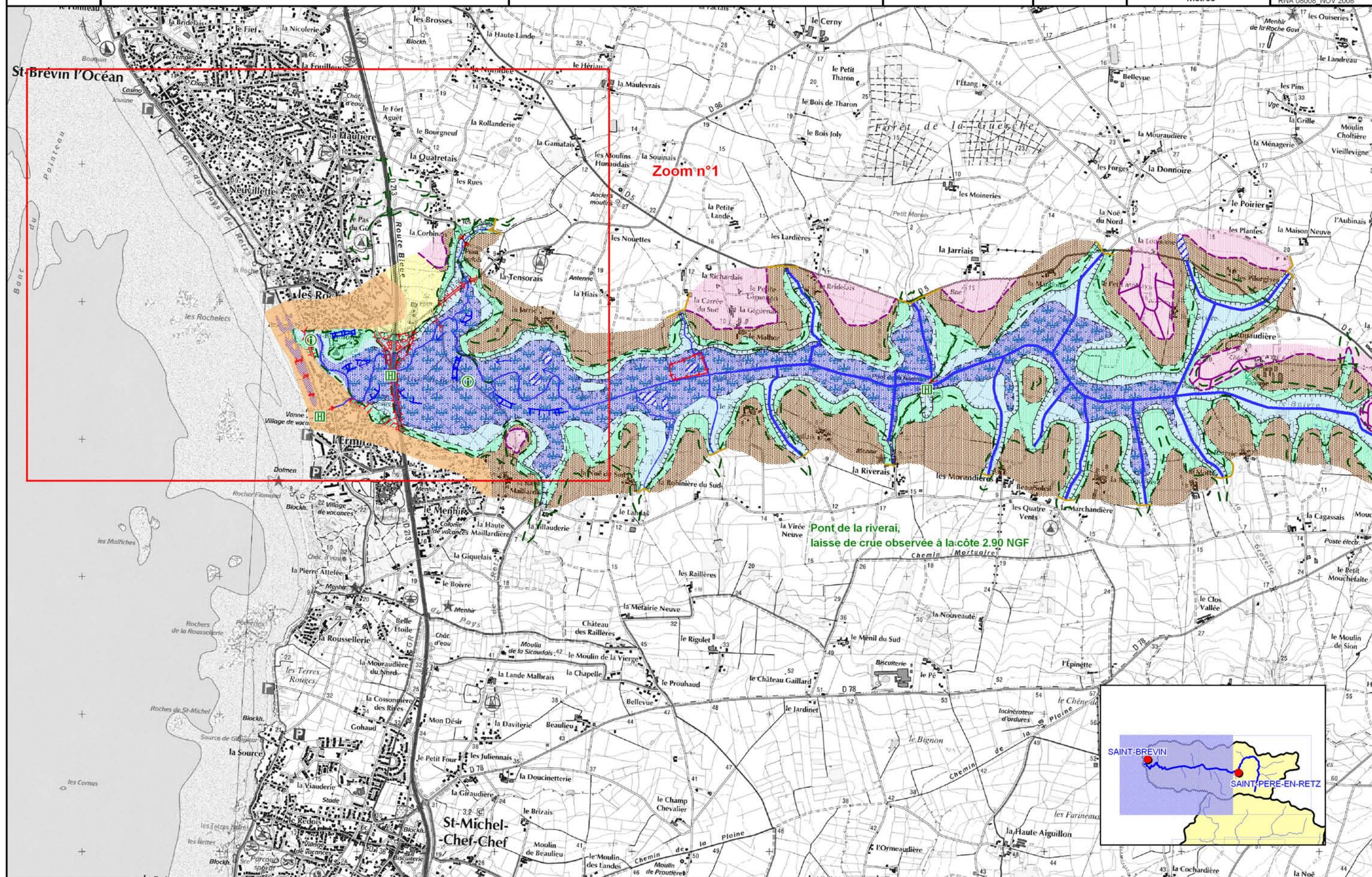
Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 46

	<h1>Atlas des zones inondables des Fleuves Côtiers</h1>	<h1>Légende</h1>	
<h2>1 - Limites morphologiques</h2> <p>  Versant   Talus peu marqué   Talus net   </p> <h2>2 - Plaine alluviale fonctionnelle</h2> <h3>2.1 - Inondabilité de type fluviale : Unités hydrogéomorphologiques actives</h3> <p>  Lit mineur   Lit moyen   Lit majeur   Lit majeur exceptionnel   Plan d'eau </p>	<h3>2.2 - Inondabilité de type pluviale</h3> <p>  Ruissellement </p> <h3>2.3- Structures secondaires</h3> <p>  Zone marécageuse   Bras de décharge annexe   Axe d'écoulement en crue   Cône alluvial   Dépression de lit majeur   Cordon littoral sableux   Dépression inter-dunaire </p> <h2>3 - Terrains encaissants</h2> <p>  Versant   Terrasse alluviale   Colluvions </p>	<h2>4 - Eléments d'occupation du sol à rôle hydrodynamique</h2> <h3>4.1 - Structures linéaires</h3> <p>  Digue   Remblai d'infrastructure   Lit rectifié, recalibré   Front d'urbanisation   Carrière </p> <h3>4.2 - Eléments isolés</h3> <p>  Bâtiment   Station d'épuration   Camping   Ouvrage d'art   Seuil, écluse   Remblai </p>	<h2>5 - Eléments d'altimétrie</h2> <p>  12,10 Levé topographique </p> <h2>6 - Informations historiques</h2> <h3>6.1- Points d'information historique</h3> <p>  Repère de crue   Informations issues des archives   Information issue des témoignages </p> <h2>7 - Surcote marine exceptionnelle (4 m NGF)</h2> <p>  Limite d'extension de la zone impactée par les phénomènes de surcotes marines exceptionnelles (source BCEOM) </p> <h2>8 - Limite d'étude</h2> <p>  Limite de la zone d'étude </p>











---

## 10 ANNEXE 3 : ARRETE PREFECTORAL DE DECLARATION DE LA STATION D'EPURATION

---

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 47

## PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
Dossier n° 2008-44-00063

Arrêté préfectoral n° 2008/BE/124  
portant prescriptions spécifiques à la déclaration relative à  
la station d'épuration du bourg sur la commune de Saint Père en Retz  
au titre des articles L.214-3 du code de l'environnement

### LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS-DE-LA-LOIRE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles R.214-1 à R.214-5 relatifs à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration et les articles R.214-6 à R.214-56 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 ainsi que les articles R.211-25 à R.211-45 relatifs à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;
- VU** l'arrêté du 27 août 1999 modifié le 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux plans d'eau ;
- VU** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- VU** l'arrêté du 9 janvier 2006 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;
- VU** l'arrêté n° 96-204 du 26 juillet 1996 du préfet coordonnateur de bassin portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin "Loire-Bretagne" ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1968 relatif à la station d'épuration de Saint Père en Retz ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 février 2000 fixant les prescriptions minimales relatives aux opérations d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées pour les épandages de boues soumis à la procédure « déclaration » ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 modifié relatif au 3ème programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 19 mars 2008, présentée par la communauté de communes du Sud-Estuaire, enregistrée sous le n° 44-2008-00063 et relative à la station d'épuration de Saint Père en Retz ;

VU l'avis du déclarant du 19 juin 2008 concernant les prescriptions spécifiques qui lui ont été soumises en date du 15 mai 2008 ;

VU l'avis du service de police de l'eau en date du 3 juillet 2008 ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **A R R E T E**

### **TITRE I : OBJET DE LA DECLARATION**

#### **Article 1 - Objet de la déclaration**

Il est donné acte à la communauté de communes du Sud-Estuaire, identifiée par la suite comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la station d'épuration de Saint Père en Retz située sur la commune de Saint Père en Retz.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées par l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

N° nomenclature	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales existants
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure à 600 kg de DBO5	Déclaration	Oui*

2.1.2.0	Déversoir d'orage situé sur un système d'assainissement des eaux usées destinés à collecter un flux polluant journalier supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure à 600 kg de DBO5	Déclaration	Oui*
2.1.3.0	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présente une quantité de matière sèche compris entre 3 et 800 t/an ou azote total entre 0,15 et 40 t/an	Déclaration	Oui*
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration	Oui*

\*Les arrêtés de prescriptions générales en vigueur à la date du présent arrêté sont joints en annexe (arrêté ministériel du 22 juin 2007 pour la rubrique 2.1.1.0, arrêté ministériel du 8 janvier 1998 pour la rubrique 2.1.3.0, arrêtés préfectoraux du 9 février 2000 et du 19 décembre 2003, arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié pour la rubrique 3.2.3.0).

## **Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **Article 2 - Prescriptions générales – Conformité au dossier**

Le maître d'ouvrage devra respecter les prescriptions générales en vigueur (précisées ci-dessus à la date du présent arrêté) et les prescriptions spécifiques objet du présent arrêté. Les installations, objet du présent arrêté, sont situées à proximité du lieu-dit "le Pont neuf" le long de la RD 5 et aux abords du cours d'eau "le Boivre". Elles sont installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration sauf s'ils sont contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'épandage des boues devra être réalisé en respectant l'ensemble des réglementations relatives à l'épandage des boues urbaines, dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont jointes au présent arrêté, notamment celles relatives à l'équilibre de la fertilisation de l'épandage (arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 fixant les programmes d'action contre la pollution par les nitrates), aux périodes et aux conditions d'épandage (arrêté ministériel du 8 janvier 1998).

### **Article 3 - Description du système d'assainissement**

#### **3.1 Principales caractéristiques du système d'assainissement**

##### ***Système de collecte***

Réseau gravitaire	16 500 ml
Réseau refoulement	210 ml
Poste de refoulement I	« Le Ruaud »

## *Système de traitement*

### **A) Charges de référence :**

La station d'épuration doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

Paramètres	EH	DBO5	DCO	MES	NGL	Pt
Ratio de pollution g/EH/jour	/	60	120	90	15	4
<b>Charges de référence kg/jour</b>	<b>3700</b>	<b>222</b>	<b>444</b>	<b>333</b>	<b>55,5</b>	<b>14,8</b>

### **B) Débit de référence :**

- 556 m<sup>3</sup>/jour en nappe basse,
- 781 m<sup>3</sup>/jour en nappe haute.

### **C) Description**

L'unité de traitement est composée de :

- 1 bassin tampon couvert en entrée de station d'un volume au minimum de 225 m<sup>3</sup>,
- 1 dégrilleur,
- 1 poste de refoulement capable de remonter les débits temps sec plus le débit de déstockage du bassin tampon,
- 1 dessableur-déshuileur,
- 1 bassin d'aération de 634 m<sup>3</sup> minimum,
- 1 clarificateur de 120 m<sup>2</sup> minimum,
- 1 dispositif de stérilisation des eaux,
- 1 bassin de stockage de 68 000 m<sup>3</sup> minimum,
- autosurveillance réglementaire en entrée et sortie de station d'épuration (y compris ouvrages de dérivation et filière boues) : dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits, préleveurs automatiques réfrigérés asservis au débit.

## **3.2 Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement**

### ***Exploitation***

Les systèmes de collecte et de traitement des eaux usées doivent être exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci,
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau ...).

### ***Fiabilité***

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatibles avec le présent arrêté.

Des performances acceptables doivent être garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériels recensés, et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

### ***Entretien des stations d'épuration***

Le site de la station d'épuration est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

## **Article 4 - Prescriptions applicables au système de collecte**

### **4.1 Conception – réalisation**

Les systèmes de collecte doivent être conçus, dimensionnés, réalisés, entretenus et réhabilités de manière à desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre de l'agglomération, à éviter tout rejet direct par temps sec, les fuites et les apports d'eaux claires parasites, et à acheminer au système de traitement les flux correspondant à son débit de référence. Les déversoirs d'orage sont conçus, dimensionnés et exploités de façon à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils sont aménagés pour éviter les érosions du milieu au point de déversement. Tout nouveau déversoir d'orage doit être soumis à l'avis préalable des services de l'Etat en application des articles R.214-1 à R.214-5 du code de l'environnement.

### **4.2 Raccordements**

Les réseaux de collecte des eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au système de collecte des eaux usées domestiques, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le système d'assainissement le permette.

Les demandes d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elles ne peuvent être délivrées que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents et que la station d'épuration est apte à les traiter. Les effluents ne doivent pas contenir les substances dangereuses visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisé, et leurs caractéristiques doivent être présentées avec la demande d'autorisation de déversement.

L'autorisation de déversement d'effluents non domestiques donne lieu à l'établissement d'une convention entre le maître d'ouvrage et le demandeur, qui précise les modalités de rejet de ces effluents (notamment flux, débits et concentrations maximum acceptables par le système d'assainissement de la collectivité).

Ces documents ainsi que leur modification sont transmis au service chargé de la police de l'eau.

## **Article 5 - Prescriptions applicables au système de traitement**

### **5.1 Conception et fiabilité de la station d'épuration**

Le système de traitement est conçu, dimensionné, réalisé, entretenu et réhabilité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à ses débits et charges de référence stipulés à l'article 3.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station d'épuration.

L'ensemble des installations de la station d'épuration doit être délimité par une clôture et leur accès interdit à toute personne non autorisée.

La station d'épuration est conçue et implantée de manière à préserver les habitants et les établissements recevant du public des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

Afin de limiter les nuisances aux riverains, une distance minimale de 100 m devra être réservée entre les habitations les plus proches et l'implantation du système de traitement.

Toutes les dispositions seront prises pour limiter les nuisances sonores et olfactives et assurer la meilleure insertion paysagère.

## **5.2 Point de rejet**

Le rejet au milieu s'effectue dans "le Boivre" au point suivant : X=267 494, Y=2 254 998.

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Toutes dispositions seront prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation, et éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet. Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

## **5.3 Prescriptions relatives au rejet**

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration en sortie du système de traitement (hors déstockage), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes :

Paramètres	Concentration maximale	Concentration réductrice
DBO5	25 mg/l	50 mg/l
DCO	90 mg/l	250 mg/l
MES	30 mg/l	85 mg/l
NGL	15 mg/l (10 mg/l de mai à octobre)	-
Pt	2 mg/l (1 mg/l de mai à octobre)	-
Coliformes thermotolérants	100 u/100 ml	-
Streptocoques fécaux	100 u/100 ml	-
Coliformes totaux	500 u/100 ml	-

Aucun rejet n'est autorisé du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre. Les eaux traitées seront stockées dans un bassin et restituées au milieu naturel de façon progressive à partir du mois d'octobre de façon à éviter toute dégradation du milieu naturel.

### **Valeurs limites complémentaires :**

- pH compris entre 6 et 8,5,
- Température inférieure ou égale à 25 °C,
- Absence de matières surnageantes,
- Absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur,
- Absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.



Sont considérées "hors conditions normales d'exploitation", les situations suivantes :

- fonctionnement de la station d'épuration au-delà de son débit et/ou charges de référence, fixés par l'article 3,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement.

#### **5.4 Prescriptions relatives à l'autosurveillance**

Un manuel d'autosurveillance respectant les préconisations de l'arrêté du 22 juin 2007 est rédigé par l'exploitant de la station. Il est transmis au service chargé de la police de l'eau pour validation et à l'agence de l'eau. Il est régulièrement mis à jour.

Le programme d'autosurveillance du système de traitement est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<b>Paramètres</b>	<b>Fréquence d'analyse (jours par an)</b>	<b>Nombre maximal d'échantillons non conformes</b>
débit	365	-
DBO5	12	2
DCO	12	2
MES	12	2
NTK	4	-
NH4	4	-
NO2	4	-
NO3	4	-
Pt	4	-
boues	4	-

Les mesures s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris des ouvrages de dérivation.

Les mesures de débits font l'objet d'un enregistrement en continu.

Les résultats de ces mesures et analyses faites en auto surveillance durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

En cas de dépassement des seuils autorisés, ou lors de circonstances exceptionnelles, la transmission des mesures au service chargé de la police de l'eau est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions préventives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant rédige en début d'année N+1 le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement effectués l'année N, qu'il transmet au service chargé de la police

de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1. Les résultats de la surveillance du système de collecte font partie de ce bilan annuel.

Toutes les opérations réalisées sur le site (mesures de débit, qualité des eaux, vidange, énergie et réactifs consommés, production de boues en poids de matière sèche hors réactif), sont inscrites sur un registre qui est tenu à disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau.

## **5.5 Prescriptions relatives à l'élimination des sous-produits de l'épuration**

### ***Elimination des sous produits***

Les produits de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage sont traités et éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, notamment sur demande du service chargé de la police de l'eau.

### ***Contrôle des sous-produits de l'épuration***

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les quantités de boues évacuées, en distinguant celles provenant de l'entretien du réseau (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et en précisant leur destination. Les données ainsi consignées sont transmises aux rapports (mensuel, bilan) mentionnés à l'article 5.4.

## **Article 6 - Prescriptions relatives à l'élimination des boues**

### **6.1 Modalités de l'épandage**

L'épandage des boues se fera sur les parcelles prévues en annexe du présent arrêté.

L'épandage des boues fait l'objet de conventions individuelles signées entre la collectivité et chaque agriculteur. Elles comprennent au minimum :

- l'identification exacte des parties et leurs adresses,
- la liste des parcelles concernées par l'épandage,
- la référence au récépissé de déclaration,
- un engagement écrit du producteur à épandre dans les règles.

Ces conventions doivent être tenues à jour.

L'épandage des boues sur les parcelles cultivées ou destinées à la culture doit être adapté aux caractéristiques des sols et aux besoins nutritionnels des plantes.

L'épandage des boues n'est possible que sur les sols ayant un pH supérieur à 5, et après correction de l'acidité par chaulage si le pH est inférieur à 6.

Tout lot de boues comportant au moins un paramètre non conforme aux seuils limites fixés par l'arrêté du 8 janvier 1998 sera éliminé selon les dispositions décrites dans l'étude préalable d'épandage.

Dès que le seuil de 250 mg de P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> par kg de sol sera atteint, les règles suivantes seront respectées :

- ajustement des apports en P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> au strict besoin des cultures,
- non épandage sur parcelles drainées, un inventaire des parcelles drainées du plan d'épandage sera tenu à jour.

## 6.2 Autosurveillance de l'épandage

Les analyses de boues et de sols s'effectuent selon la périodicité annuelle fixée aux tableaux 5a et 5b de l'annexe 4 de l'arrêté du 8 janvier 1998 rappelée ci-après :

Analyses	Année 1	Année n*
Valeur agronomique	8	4
Eléments traces métalliques	4	2
Composés organiques	2	2

\* si les valeurs constatées la première année sont inférieures aux plafonds réglementaires.

Si le caractère d'hygiénisation du produit est recherché, les organismes microbiologiques suivants devront être dénombrés :

- Coliformes thermotolérants,
- Salmonella,
- Œufs d'Helminthes pathogènes viables,
- Enterovirus.

A la demande du producteur de boues auprès des services de police de l'eau, un protocole de suivi sur deux années de déstockage des boues sera mis en œuvre.

Les résultats de ces suivis attesteront ou pas du caractère hygiénisé de la boue produite.

Dans le cas d'un chaulage des boues en vue de l'hygiénisation, les recherches doivent être pratiquées à partir d'échantillons prélevés dans les unités de production avant chaulage pour les recherches en éléments traces métalliques et organiques, après stockage pour les éléments agronomiques et microbiologiques.

Ce protocole pourra faire l'objet d'un arrêté complémentaire au présent arrêté.

Le producteur de boues tient à jour un registre d'épandage indiquant :

- les quantités de boues produites dans l'année (volumes bruts, quantités de matière sèche hors et avec ajout de réactif) et leurs caractéristiques (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces),
- les méthodes de traitement des boues,
- les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage, les cultures pratiquées,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Des analyses de sols portant sur le pH et les éléments trace listés en tableau 2 de l'annexe 1 de l'arrêté précité, sont réalisées tous les 10 ans sur chaque point de référence du plan d'épandage (en moyenne 1 point / 20 ha du plan d'épandage à identifier en repère IGN).

Les résultats des analyses réalisées par le producteur de boues dans le cadre de l'autosurveillance sont transmis au fur et à mesure au service chargé de la police de l'eau. En cas d'anomalies sur ces résultats, ils sont transmis immédiatement au service chargé de la police de l'eau qui pourra imposer des analyses complémentaires aux frais du producteur de boues.

### **6.3 Suivi du plan d'épandage**

La synthèse annuelle des registres, établie conformément au modèle présenté à l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998, est adressée à la fin de chaque année au préfet et aux utilisateurs de boues.

Le producteur de boues adresse également au préfet :

- au plus tard un mois avant le début de la campagne d'épandage, le programme prévisionnel d'épandage établi pour une campagne annuelle d'épandage,
- au plus tard en même temps que le programme prévisionnel de l'année suivante, le bilan agronomique.

Le producteur de boues doit pouvoir justifier à tout moment sur support écrit de la localisation des boues en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

### **6.4 Mise à jour du plan d'épandage**

Le pétitionnaire devra rechercher, autant que nécessaire, de nouvelles parcelles, voire mettre en œuvre des solutions alternatives afin d'être en mesure de satisfaire ses besoins futurs en épandage. Il assure la mise à jour du plan d'épandage selon les modalités prévues par le code de l'environnement.

Toute modification du plan d'épandage est portée à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration. L'étude préalable au plan d'épandage est remise à jour ou complétée en fonction des modifications.

Si un agriculteur quitte un plan d'épandage extérieur pour intégrer celui de la station de Saint Père en Retz, il devra effectuer des analyses telles que décrites dans l'arrêté du 08 janvier 1998 sur toutes les parcelles.

### **Article 7 - Modifications des prescriptions**

Si le maître d'ouvrage veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du maître d'ouvrage vaut décision de rejet.

### **Article 8 - Travaux - Période transitoire**

Toutes précautions seront prises lors des travaux sur la station pour éviter une contamination polluante du milieu naturel, notamment par des fuites de substances polluantes des engins de travaux ou un mauvais stockage des matériaux ou produits, et ce en adéquation avec les règles de l'art et dans le souci permanent de préservation du milieu.

Ces dispositions seront portées à l'attention des entreprises retenues pour la réalisation des travaux, par le maître d'ouvrage, et entreront dans le cadre du cahier d'hygiène et de sécurité du chantier.

Les dites mesures et le planning des travaux seront transmis deux mois avant le début des travaux au service chargé de la police de l'eau.

La continuité de service doit être assurée pendant la durée des travaux. Le maître d'ouvrage est tenu de prendre toutes précautions afin que le rejet des eaux traitées respecte les normes de rejet de l'arrêté du 24 octobre 1968 précité.

### **Titre III – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 9 - Accès aux installations**

Les agents des services publics, notamment ceux en charge de la police de l'eau, doivent constamment avoir libre accès aux installations objet du présent arrêté. Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles doivent être accessibles.

#### **Article 10 - Modification de l'installation, cessation définitive, incident ou accident**

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement. Une nouvelle déclaration peut être exigée.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

Tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ d'application du présent décret et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article L 211-5 du code de l'environnement.

#### **Article 11 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 12 - Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1968 relatif à la station d'épuration de Saint Père en Retz, seront abrogées dès la mise en service de la nouvelle station d'épuration.

#### **Article 13 - Sanctions**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles L.216-1 à L.216-13 et R.216-12 du code de l'environnement.

#### **Article 14 - Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie des communes de Saint Père en Retz, Saint Viaud, Saint Michel Chef Chef, Frossay, et Chauvé, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique durant une durée d'au moins six mois.

#### **Article 15 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes par le porteur de projet dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de son affichage en mairies sus-visées et de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

Dans le même délai de deux mois, le porteur de projet peut présenter un recours gracieux auprès du préfet de la Loire-Atlantique. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

#### **Article 16 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint Nazaire, le maire des communes de Saint Père en Retz, Saint Viaud, Saint Michel Chef Chef, Frossay, et Chauvé, le directeur départemental de l'agriculture et de la Forêt, le directeur départemental des services vétérinaires, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, les officiers et agents de police judiciaire ainsi que les agents commissionnés et assermentés au titre de l'article L216-3 du code de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nantes, le 15 JUIL. 2008

**Le PREFET**

Pour le Préfet,  
le Sous-Préfet, Chargé de Mission  
pour la politique de la ville,  
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT



nom de l'exploitant	référence parcellaire	parcelle drainée	commune	section	numéro cadastral	surface totale (ha)	surfaces épandables (ha)			surfaces non-épandables (ha)			
							aptitude 2	aptitude 1	total	habitation (100 m)	aptitude 0	restriction hydrologique / pédologique	total
PLAN D'EPANDAGE DE NANTES													
DENIAUD Jean-Michel	DJM 1	non	Saint-Père en Retz	O	375	2,57		2,32	2,32		0,15	0,15	
	DJM 10	non	Saint-Père en Retz	O	372, 374	3,51		2,91	2,91		0,60	0,60	
	DJM 17	non	Saint-Père en Retz	YO	7	4,25		2,76	2,76	1,49		1,49	
	DJM 74	non	Saint-Père en Retz	YP	4, 5, 6	2,84		2,64	2,64		0,20	0,20	
	DJM 77	non	Saint-Père en Retz	YP	51	9,55	7,50	0,30	7,80	0,10	1,65	1,75	
	DJM 79	non	Saint-Père en Retz	YP	39, 40	7,26	4,60	1,30	5,90		1,36	1,36	
	DJM 80	non	Saint-Père en Retz	YP	19, 20, 21	2,77		2,00	2,00		0,77	0,77	
	DJM 81	non	Saint-Père en Retz	YP	23	2,00		1,45	1,45	0,10	0,45	0,55	
	DJM 82	non	Saint-Père en Retz	YP	28	4,20		3,00	3,00	1,20		1,20	
	DJM 9	non	Saint-Père en Retz	O	373	2,53	0,60	1,30	1,90		0,63	0,63	
	DJM 21	non	Saint-Père en Retz	YL	34, 35	4,70		4,56	4,56	1,08		1,08	
	DJM 22	non	Saint-Père en Retz	YK	7, 8	7,50	3,90	0,81	4,71	0,50	2,29	2,79	
SOUS-TOTAL							22,23	59,79	82,02	7,79	11,23	19,02	

Nouvelles parcelles proposées												
DENIAUD Jean-Michel	DEN 01	non	Saint-Père en Retz	YO	12	6,02		3,69	3,69		2,33	2,33
	DEN 02	non	Saint-Père en Retz	YO	17	2,36		2,10	2,10	0,26		0,26
	DEN 03	non	Saint-Père en Retz	YN	14	2,79		2,24	2,24		0,55	0,55
	DEN 04	non	Saint-Père en Retz	YN	22, 23	3,30		0,79	0,79	0,26	2,51	2,51
SOUS-TOTAL							0,00	8,82	8,82		5,39	5,65
TOTAL DENIAUD Jean-Michel							114,67	22,23	68,61	90,84	16,62	24,67

Guillaume LAMBERT

LE PREFET,

le Sous-Prefet, Chargé de Mission  
pour la politique de la ville,  
Secrétaire Général Adjoint,

18 JUIL. 2008

de Poitiers

170/223

nom de l'exploitation	nom de l'exploitant	référence parcelle	parcelle drainée	commune	section	numéro cadastral	surface totale (ha)	surfaces épanchables (ha)			surfaces non épanchables (ha)		
								aptitude 2	aptitude 1	total	aptitude 0	restriction hydrologique / pédologique	total
SCEA du Château	MELLERIN	MEL-01	non	Saint-Père en Retz	ZT	8.9	3,71		0,76	0,76	2,95		2,95
TOTAL SCEA du Château								0,00	0,76	0,76	2,95	0,00	2,95

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du

NANTES, le

15 JUL. 2008

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
la Directrice de l'Aménagement  
et de l'Environnement

Thérèse LEBASTARD

nom de l'exploitation	nom de l'exploitant	référence parcelle	parcelle drainée	commune	section	numéro cadastral	surface totale (ha)	surfaces épanchables (ha)			surfaces non épanchables (ha)		
								apptitude 2	apptitude 1	total	habitation (100 m)	apptitude 0	restriction hydrologique / pédologique
PLAN D'EPANDAGE DE SAINT PERE EN RETZ													
GAEC du Plan d'Eau	GUTTONNEAU	GUI 1	non	Chauvé	ZI	22, 23, 24	5,60	5,60		5,60			0,00
		GUI 2	non	Chauvé	ZI	22	2,90	1,80		1,80		1,10	1,10
		GUI 3	non	Chauvé	ZI	24, 25, 26	4,07	4,07		4,07			0,00
		GUI 14	non	Saint-Père en Retz	YE	29, 30	4,70		4,70	4,70			0,00
		GUI 4	oui	Saint-Père en Retz	YD	31, 32	5,50		5,10	5,10	0,40		0,40
		GUI 5	non	Saint-Père en Retz	YD	24, 25, 26	2,70	2,50		2,50	0,20		0,20
		GUI 6	oui	Saint-Père en Retz	YD	31	2,73		2,23	2,23	0,20	0,30	0,50
		GUI 7	oui	Saint-Père en Retz	YD	26	5,00	4,60		4,60	0,20	0,20	0,40
		GUI 8	non	Saint-Père en Retz	YD	24, 25, 26	1,46	1,06		1,06	0,40		0,40
		GUI 9	non	Saint-Père en Retz	YH	10, 11	2,10		1,90	1,90		0,20	0,20
		GUI 10	non	Saint-Père en Retz	YE	19	1,50		1,50	1,50			0,00
		GUI 11	non	Saint-Père en Retz	YE	19	1,50		1,10	1,10	0,40		0,40
		GUI 12	non	Saint-Père en Retz	YE	19	0,50		0,40	0,40	0,10		0,10
		GUI 13	non	Saint-Père en Retz	YE	35	3,10	3,10		3,10			0,00
		GUI 15	non	Saint-Père en Retz	YE	28	2,80		2,80	2,80			0,00
		GUI 16	non	Saint-Père en Retz	YE	25, 26	3,65	3,55		3,55	0,10		0,10
		GUI 17	non	Saint-Père en Retz	YE	26, 27a	1,50		1,50	1,50			0,00
SOUS-TOTAL GAEC du Plan d'Eau							51,31	26,28	21,23	47,51	1,60	2,20	3,80

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du  
NANTES, le  
LE PREFET.

Pour le Préfet,  
le Sous-Préfet, Chargé de Mission  
pour la politique de la ville,  
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT

nom de l'exploitation	nom de l'exploitant	référence parcellaire	parcelle drainée	commune	section	numéro cadastral	surface totale (ha)	surfaces épandables (ha)			surfaces non épandables (ha)			
								aptitude 2	aptitude 1	total	habitation (100 m)	aptitude 0	restriction hydrologique / pédologique	total
PLAN D'EPANDAGE DE NANTES														
GAEC du Nord	BERTIN / GUISSÉAU	BEP 24	non	Saint-Père en Retz	ZP	8	2,86	2,86			2,86			
		BEP 25	non	Saint-Père en Retz	ZP	44	6,42		5,71	5,71	0,46		0,25	0,71
		BEP 26	non	Saint-Père en Retz	ZP	43	3,32		2,34	2,34			0,98	0,98
		BEP 27	non	Saint-Père en Retz	ZP	44	2,10		1,98	1,98			0,12	0,12
		BEP 28	non	Saint-Père en Retz	ZP	42	1,00		1,00	1,00				
		BEP 29	non	Saint-Père en Retz	ZR	17, 18, 19, 20, 25, 26, 12	17,59	7,85	7,42	15,27	1,93		0,39	2,32
		BEP 30	non	Saint-Père en Retz	ZR	30, 31, 32, 34, 35, 37, 39, 41	14,69		11,00	11,00	2,99		0,70	3,69
		BEP 31	non	Saint-Père en Retz	XN	24, 25, 26, 27	10,18	2,49	6,49	8,98	0,71		0,49	1,20
		BEP 14	non	Saint-Viaud	ZT	15	2,24		1,99	1,99			0,25	0,25
		BEP 15	non	Saint-Viaud	ZT	13	2,22		1,54	1,54			0,68	0,68
		BEP 16	non	Saint-Viaud	ZT	9	1,78	0,44	1,28	1,72			0,06	0,06
		BEP 17	non	Saint-Viaud	ZT	10	6,12	3,40	2,50	5,90			0,22	0,22
		BEP 18	non	Saint-Viaud	ZT	10	3,43		3,43	3,43				
		BEP 19	oui	Saint-Viaud	ZX	84	4,55		1,50	1,50			3,05	3,05
		BEP 20	non	Frossay	YK	7	3,14		2,85	2,85			0,29	0,29
		TOTAL GAEC du Nord					81,64	17,04	51,03	68,07	6,09	7,48		13,57

Vu pour être annexé au plan d'épandage des boues de la station d'épuration de NANTES, le 15 JUIL. 2008

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
le Sous-Préfet, Chargé de Mission  
pour la politique de la ville,  
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume LAMBERT

nom de l'exploitant	référence parcellaire	parcelle drainée	commune	section	numéro cadastral	surface totale (ha)	surfaces épanchables (ha)			surfaces non épanchables (ha)		
							aptitude 2	aptitude 1	total	habitation (100 m)	aptitude 0	restriction hydrologique / pédologique
GALLAIRE Christian	GAL-01	non	Saint-Père en Retz	YN	29, 30	3,50		2,28	2,28	1,22		1,22
	GAL-02	non	Saint-Père en Retz	YN	24	3,00		1,16	1,16			1,84
	GAL-03	non	Saint-Père en Retz	YP	29	4,00			0,00			4,00
	GAL-04	non	Saint-Père en Retz	YP	31	4,00	3,24		3,24			0,76
	GAL-05	non	Saint-Père en Retz	YM	1, 2, 32	5,00	5,00		5,00			0,00
	GAL-06	oui	Saint-Père en Retz	YM	30, 33	10,50	4,26	4,42	8,68			1,82
	GAL-07	non	Saint-Père en Retz	YM	26, 30, 33	7,00		4,93	4,93			2,07
	GAL-08	oui	Saint-Père en Retz	YM	48	3,75	3,30		3,30	0,17		0,45
	GAL-09	non	Saint-Père en Retz	YP	39	2,60	0,87		0,87	0,78		1,73
	GAL-10	non	Saint-Michel Chef-Chef	AS	143	2,00			0,00			2,00
	GAL-11	non	Saint-Michel Chef-Chef	AL	45, 46, 47, 49	2,00			0,00			2,00
	GAL-12	non	Saint-Père en Retz	YL	52, 126, 129	8,50		8,50	8,50			0,00
	GAL-13	non	Saint-Père en Retz	YN	30	2,45		1,31	1,31			1,14
TOTAL GALLAIRE Christian							16,67	22,60	39,27	2,17	16,86	19,03

## Remarque :

Pour la parcelle GAL-08, en raison de sa pente supérieure à 7%, l'éloignement vis-à-vis des berges d'un cours est de 100 m au lieu de 35 m pour les parcelles dont la pente est inférieure à 7%.

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du 15 JUIN 2008  
NANTES, le  
LE PREFET,

Pour le Préfet,  
le Sous-Préfet, Chargé de Mission  
pour la politique de la ville,  
Secrétaire Général Adjoint,

Guillaume



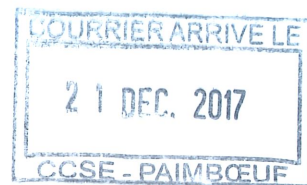
---

## 11 ANNEXE 4 : DEBIT DE REFERENCES 2018 COURRIER DDTM

---

Communauté de Communes Sud Estuaire	EF Etudes
Modification du Zonage d'Assainissement des Eaux Usées de la commune de Saint Père en Retz	Rapport de présentation Mai 2018 - 48

ST  
Cofin R. Chabanne



## PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Service Eau et Environnement

Unité Agriculture, Assainissement

Affaire suivie par : Didier Verger

☎ 02 40 67 28 58

☎ 02 40 67 24 39

✉ [didier.verger@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:didier.verger@loire-atlantique.gouv.fr)

Nantes, le

15 DEC. 2017

Monsieur le Président

Chaque année, mes services évaluent la conformité réglementaire au titre de la Directive Eaux Résiduaires urbaines (conformité DERU) et au regard des prescriptions fixées dans l'acte administratif (conformité locale) relatif aux stations de traitement des eaux usées (STEU).

Cette évaluation de la conformité porte sur les performances et l'équipement (capacité, niveau de traitement) de la STEU. Elle est réalisée à partir des données d'autosurveillance et de fonctionnement recueillies durant l'année précédente.

Sur l'aspect fonctionnement, la réglementation admet l'existence de situations inhabituelles pour lesquelles l'ensemble des effluents produits par une agglomération, ne peut pas, pour des motifs techniques et/ou financiers, être collecté et traité (cas notamment de fortes pluies).

Pour déterminer le moment où la station de traitement des eaux usées est dans une situation inhabituelle de fortes pluies, il convient de s'appuyer sur le «débit de référence». Ce débit est défini à l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié *«débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti. Conformément à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales, il définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées»*.

L'article 7 de l'arrêté susvisé précise : *«les stations sont dimensionnées de façon à [...] traiter l'ensemble des eaux usées reçues et respecter les niveaux de rejet prévus à l'annexe 3, pour un volume journalier d'eaux usées reçues inférieur ou égal au débit de référence»*.

Monsieur le Président  
Communauté de communes Sud Estuaire  
A l'attention de monsieur Simon DERIANO  
6 boulevard Dumesnildot  
44560 PAIMBOEUF

L'article 14 de l'arrêté susvisé précise : *«Le traitement doit au minimum permettre d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles décrites à l'article 2 les rendements ou les concentrations...»*.

Enfin, l'article 22-II de l'arrêté susvisé, à propos des rejets au droit du déversoir en tête de station et des by-pass en cours de traitement, précise : *«Ces rejets sont pris en compte pour statuer sur la conformité de la station de traitement des eaux usées, tant que le débit en entrée de la station est inférieur au débit de référence de l'installation»*.

Il ressort de ces différents éléments que le débit de référence correspondant au percentile 95 des débits arrivant en amont immédiat du déversoir en tête de station, calculé chaque année à partir des données d'autosurveillance, est une donnée indispensable pour l'évaluation annuelle de la conformité réglementaire de la station de traitement des eaux usées au titre de la DERU. Ainsi, le débit de référence utilisé pour l'évaluation de la conformité réglementaire au titre de l'année N est déterminé à partir des données de débit des années N-1 à N-5 sous réserve que ce percentile 95 soit supérieur au débit de référence mentionné dans l'acte administratif encadrant la station, auquel cas c'est ce débit de référence qui est pris en compte.

Conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage doit être informé par mes services du débit de référence utilisé pour l'évaluation de la conformité DERU en performances au titre de l'année N. Aussi, dans le respect de cette réglementation, vous trouverez ci-dessous, pour les STEU de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg de DBO5 sous votre compétence, les débits de références qui seront utilisés pour la conformité de l'année 2017.

STATION	Capacité nominale en Kg/j de DBO5	Débit de Référence
Paimboeuf (les remparts)	6 000	2 480 m <sup>3</sup> /j
Saint-Brévin-les-Pins (les rochelets)	22 000	3 600 m <sup>3</sup> /j
Saint-Brévin-les-Pins (le bodon)	4 500	893 m <sup>3</sup> /j
Saint-Père-en-Retz (le pont neuf)	3 700	1 058 m <sup>3</sup> /j

Pour les autres stations, les débits de référence utilisés pour la conformité 2016, restent applicables pour l'année 2017.


De plus, j'attire votre attention sur l'arrêté interministériel du 24 août 2017 modifiant certains articles de l'arrêté du 21 juillet 2015 *relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5*, et vous rappelle que :

- même si la notion de distance d'implantation d'une STEU a été supprimée, l'aspect préservation des riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires demeure,

- toutes les agglomérations d'assainissement et STEU de taille strictement inférieure à 120 kg/j de DBO5, dispose d'un cahier de vie au plus tard le 31 décembre 2017. Pour les agglomérations d'assainissement et les STEU de taille supérieure ou égale à 12 kg/j et inférieure à 120 kg/j de DBO5, le cahier de vie est transmis pour information dans mes services.

L'arrêté interministériel du 24 août 2017 est consultable sur le site Légifrance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus distinguée.

  
Le chef du service  
Eau et Environnement

Cécilia MATHIS

*Copie : Réseau territorial Ouest*

*Agence de l'eau Loire Bretagne- Nantes (délégation Maine Loire Océan - Mme Sophie LELCHAT)*

*Agence de l'eau Loire Bretagne- Orléans (Mme Laure ATHENES)*